

VOIX POPULAIRE

N° 33
FÉVRIER 2025

Successeur de la Voix Ouvrière fondée en 1944



ARDS DANS DES
MBAT
E
LE CLIMAT?

ON!

SEPTEMBRE
relatif à l'acquisition
avions de combat

atombat-rop.ch



www.salaireminimum.ch

salaires, pas les frontières.

un salaire minimum
égal de 23 frs/h

l'abolition
de la libre-circulation



www.salaireminimum.ch

salaires, pas les frontières.

un salaire minimum
égal de 23 frs/h

l'abolition
de la libre-circulation

Collectif pour la
Grève féministe

SUISSE
UN MODÈLE
DE DÉMOCRATIE?



Vers une
nouvelle
internationale
réactionnaire



Cessez-le-feu
à Gaza,
mais la paix
est encore loin



Des pistes
pour changer
la BNS

Prix: CHF 7,90
7 649988 881510

VOIX POPULAIRE

N° 33, FÉVRIER 2025

ACTUALITÉS

4-7

Responsabilité environnementale: quelle stratégie derrière l'initiative?

Viola Amherd: cinq années de fadeur politique

Fribourg: préavis de grève face aux contradictions du système de santé

Bientôt une caisse d'assurance maladie publique à Genève?

RÉGION

8

Le POP présente 51 candidat.e.s au Grand Conseil de Neuchâtel

TRAVAIL

9

Tout augmente, même le stress au travail

SUISSE

10-15

La Suisse, un modèle de démocratie?

Des pistes pour changer la Banque nationale suisse

Forum des riches face à la contestation citoyenne

INTERNATIONAL

16-21

Cessez-le-feu à Gaza, mais la paix est encore loin

Que veut nous imposer Trump?

Les sanctions contre Cuba tuent

Vers une nouvelle internationale réactionnaire

SOCIÉTÉ

22-23

La décontamination des PFAS, chantier titanesque

ANALYSE

24-25

Les défis de la lutte antiraciste

DROITS DEVANT!

26

Droits et obligations des travailleuses et des travailleurs en cas de maladie

ÉMANCIPATION

27

Le communisme qui vient

CULTURE

28-32

«L'affaire Nevenka», une histoire de harcèlement

De l'information à la chaîne

Un monde à poinçonner

Lumières sur l'inceste

Eblouissante exposition à L'Hermitage

LA CHRONIQUE DE JEAN-MARIE MEILLAND

33

Pourquoi la gauche a-t-elle perdu l'hégémonie culturelle?

LA CHRONIQUE DE QUENTIN MOURON

34

Elon Musk et le vertige de la violence

IMPRESSUM

Editeur
Société d'édition
de Voix Populaire
25, rue du Vieux-Billard,
1205 Genève

Président
Jordan Willemin

Rédacteur en chef
Joël Depommier

Rédaction
redaction@voixpopulaire.ch
022 320 63 35

Abonnements
www.voixpopulaire.ch/
abonnements
IBAN CH90 0900 0000 1200 9325 6
85.- / an, normal
165.- / an, soutien

Maquette et mise en page
Solidaridad Graphisme, Genève

Impression
Pressor, Delémont

Parution
Voix Populaire paraît 11 fois par an
ISSN 2813-1738

10

La Suisse, un modèle
de démocratie?

12

Des pistes pour changer la
Banque nationale suisse

16

Cessez-le-feu à Gaza, mais
la paix est encore loin

20

Vers une nouvelle
internationale réactionnaire

Armée: primes à la surdépense



Joël Depommier
Rédacteur en chef

D'ici 2032, la Suisse voudrait consacrer 1% du PIB pour son armée et le Parlement a déjà relevé en décembre le plafond des dépenses militaires 2025-2028 de 4 milliards de francs pour atteindre 29,8 milliards. De grosses sommes en jeu sont mises sur le tapis vert-de-gris. Et qui arrive au moment où plusieurs investissements sont sous le feu de la critique. Fin janvier, le Contrôle fédéral des finances a sorti un rapport, précisant que «la gestion et pilotage du projet d'achat de drones israéliens Hermes 900 de la marque Elbit par l'Office fédéral de l'armement (armasuisse) pour un montant de 298 millions étaient insatisfaisants». En plus du problème de dégivrage, des carences ont également été observées dans le système d'évitement des obstacles en vol. «Nous étions trop crédules au début de l'acquisition de ces drones», a dû tout de même reconnaître Urs Loher, directeur général d'armasuisse, lors de la conférence de presse de départ de Viola Amherd, cheffe du DDPS.

Cet impair est loin d'être le seul. La modernisation du système de surveillance aérienne Florako par le groupe

d'électronique français Thalès coûtera nettement plus que les 74 millions budgétés en 2017 et cette couverture ne deviendra opérationnel qu'en 2030. Que dire aussi des avions F-35 achetés auprès du constructeur Lockheed Martin? Leur livraison tardera trois ans de plus et les engins devront être mis à niveau de son moteur et de sa propulsion selon la NZZ. La suppression des tenues de sortie des soldats suisses afin d'économiser 55 millions d'ici 2035 ne comblera pas ces surcoûts.

Ces dépassements budgétaires ne prêtant à aucune conséquence ont de quoi laisser pantois à l'heure où le Département des finances, emmené par Karin Keller-Sutter, affûte sans faillir ses coupes dans tous les secteurs par respect strict du frein à l'endettement. A sa suite, le parlement a déjà approuvé en décembre de réduire de 151 millions de francs l'enveloppe allouée à la stratégie de coopération internationale 2025-2028. Quant à l'Etat social, il est à la diète depuis bien longtemps. «La fétichisation générale des économies et du démantèlement ne semble pas s'appliquer au DDPS», résume parfaitement le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA). ■

SUISSE

Responsabilité environnementale: quelle stratégie derrière l'initiative?

Kostia Jaboyedoff

Le 9 février se tenait une votation sur la responsabilité environnementale. Dans cet entretien réalisé avant les résultats, Margot Chauderna, coprésidente des Jeunes Vert·e·x·s Suisse, revient sur la stratégie derrière le projet porté par sa jeunesse de parti.

Concrètement, quel changement apporterait l'initiative?

MARGOT CHAUDERNA Il s'agit d'une initiative à portée générale, c'est-à-dire qui oblige constitutionnellement à respecter les limites planétaires, fixées scientifiquement. Mais elle ne fixe pas de plan concret, c'est le parlement qui doit décider des mesures, avec un délai de 10 ans pour atteindre ce but. On s'attend à ce que les parlementaires n'aient pas trop d'idée de comment faire une transition socialement acceptable, alors on propose aussi, parallèlement, des mesures concrètes. Il faut par exemple décider où l'argent est investi. Chaque année, il y a 40 milliards de francs versés dans des secteurs très nocifs pour la biodiversité. Il faut les supprimer et placer cet argent dans la protection de l'environnement.

Mais ce sont aussi les structures systémiques qu'il faut changer, comme l'habitat ou les transports. Nous avons tous un catalogue de mesures qu'on recommande. Nous prônons un changement du système économique. Il faut abandonner la croissance infinie, qui est irréaliste, et passer à un système décroissant pendant un moment, jusqu'à atteindre une économie post-croissance solidaire, impliquant une sortie du capitalisme.

Faites-vous confiance au parlement pour appliquer cette initiative?

Non, évidemment non, mais c'est le compromis qu'on doit faire parce qu'on



L'initiative des Jeunes Vert·e·x·s propose une bifurcation démocratique face au capitalisme.

SOLIDARIDAD GRAPHISME

à la fois un pied dans les institutions et un pied dans le militantisme. On essaie d'agir en poussant le plus dans la bonne direction. C'était l'intention derrière ce projet. On espérait aussi un contre-projet du parlement, par exemple en retirant le délai de 10 ans du texte, mais ce n'a pas été le cas.

Est-ce que vous êtes satisfaits du traitement médiatique de l'initiative?

Je pense que nous sommes globalement contents parce qu'il y a des débats, et qu'une petite pour un discours plus radical est possible. Ce n'est pas forcément le cas lorsqu'on mène des campagnes plus larges, dans des alliances, où l'on a moins la liberté d'aborder des sujets anticapitalistes. Mais on constate quand même que les médias reprennent le cadrage bourgeois de droite, notamment lorsqu'il faut discuter de ce qui est socialement acceptable.

C'est une chance que ce soit le seul objet, malgré ce cadrage à droite du milieu médiatique, qui donne peu de place aux idées de gauche. Exemple: Il ne corrige pas les intervenants qui

font montre d'arguments fallacieux ou non-scientifiques.

Quelles perspectives pour la suite, en cas de victoire ou d'échec?

Si l'initiative passe, cela serait incroyable et on fera, dans la mesure du possible, du lobbying au parlement, afin de pousser à la bonne mise en œuvre des mesures.

Dans tous les cas, nous allons continuer à porter ces discours. On a un espoir que cette votation ouvre une fenêtre d'intérêt sur l'écologie et ramène des gens à des discours plus radicaux.

Avez-vous peur qu'une trop grosse défaite renforce le camp qui s'oppose à l'écologie politique?

En soi, j'ai l'impression que, quoi qu'il arrive, le fascisme monte dans plusieurs pays. Je ne pense pas que notre initiative va faire plus de mal que ces gens qui prônent la haine et le climat-scepticisme.

Par contre, une défaite peut souligner à quel point il faut que nous réfléchissions à notre discours et à la façon de nous organiser. ■

SUISSE

Viola Amherd: cinq années de fadeur politique

Kostia Jaboyedoff

La conseillère fédérale Viola Amherd se retire après cinq ans d'exercice en tant que cheffe du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS). Retour sur une mandature compliquée, mais politiquement banale.

L'action politique de la conseillère Amherd s'est surtout fait sentir dans le domaine de l'armée. Confrontée, dès son arrivée aux affaires, au dossier de l'achat des nouveaux avions de l'armée, elle portera son choix sur les F-35 étasuniens, décision vivement critiquée. Un budget de 6 milliards avait été voté en référendum, le «oui» arrivant en tête avec un très faible 50,1% des voix.

Trop coûteux, dépendant des Etats-Unis, le choix du F-35 sera alors remis en cause par l'initiative «Stop F-35», qui obtiendra ses signatures dans les temps. Cela n'arrangeant pas les affaires de Viola Amherd, le parlement sera poussé à se prononcer sur l'acquisition des F-35 avant un vote de l'initiative, afin de court-circuiter les oppositions potentielles. Pratique antidémocratique pour une ministre de l'armée.

Une atlantiste convaincue

Un autre pan du mandat Amherd, c'est la forte couleur étasunienne et otaniste de ces cinq années. En effet, comme il a été déjà rapporté dans nos colonnes, la conseillère fédérale n'a pas hésité à s'exprimer et à pousser pour un rapprochement avec l'alliance atlantique. Sous son mandat, l'armée suisse s'est exercée avec celle de l'OTAN et la conseillère a répété de nombreuses fois que ce rapprochement était «nécessaire».

Enfin, Viola Amherd restera peut-être dans les mémoires pour avoir entraîné la Suisse dans la spirale militariste qui enflamme toute l'Europe. Alors que la Suisse, comme le reste du monde, subit une flambée des coûts de la vie ainsi que les politiques néolibérales de coupe budgétaire, les seuls investissements de l'Etat se font dans l'armement. En effet, le budget 2025 de la confédération prévoit des coupes pour presque tous les secteurs, la coopération internationale et les infrastructures d'asile en tête, sauf pour l'armée, qui se voit gratifier de 530 millions de francs de budget en plus, et la promesse d'autres augmentations dans les années à venir.

Comme toujours, le départ d'un conseiller fédéral laisse place à l'interminable petit jeu de politique politicienne. Remise en question de la «formule magique», profils connus et inconnus qui se déclarent intéressés et spéculations sur les stratégies des différents partis sont au menu



Le départ de la conseillère a pris de court le Centre. Seuls deux candidatures masculines sont pour l'instant dans la course.

UKRAINE PRESIDENTS OFFICE

des médias bourgeois. Cette fois-ci, le suspense dure car il semblerait que les volontaires ne se poussent pas au portillon. La position délicate de l'ex-parti chrétien Le Centre, au parlement et à l'exécutif, ainsi que l'absence de ligne claire pourraient expliquer ce peu d'intérêt.

Cependant, les enjeux sont pratiquement nuls. Il apparaît clairement que les changements au Conseil fédéral n'ont qu'un infime impact sur la politique générale menée par l'exécutif. Que ce dernier compte un centriste en plus à la place d'un libéral-radical, ou encore que le nouveau conseiller soit légèrement plus incliné vers sa droite ou sa gauche n'aboutira à rien qui puisse durablement affecter la ligne néolibérale du Conseil fédéral.

Une sortie de scène par la petite porte

Le mandat d'Amherd, comme celui de la large majorité des conseillers fédéraux, tombera aux oubliettes de l'histoire tant son action politique a été négligeable. Cependant, à l'heure du bilan, impossible de ne pas déplorer cinq années de rapprochement avec l'OTAN et d'augmentation de budget pour l'armée. Une ligne qui sera suivie, à n'en pas douter, par son successeur. ■

FRIBOURG

Préavis de grève face aux contradictions du système de santé

Garance Naegele

Le préavis de grève du 22 janvier déposé par les technicien·ne·s en radiologie médicale (TRM) du canton de Fribourg met en lumière une dévalorisation de leur travail malgré son rôle essentiel dans le système de santé. Ce conflit aborde deux enjeux majeurs: la reconnaissance de leur expertise et la nécessité de réformer un financement hospitalier qui néglige leurs conditions de travail. La grève des TRM n'est pas seulement une question salariale, mais un appel à repenser le financement du système de santé suisse.

Le métier de technicien·ne en radiologie sous-évalué

Etre TRM, exige une maîtrise technique, une capacité d'analyse rapide et une grande responsabilité. Les TRM réalisent des examens médicaux, des radiographies aux IRM, en passant par les scanners. Lors des urgences, ils interviennent souvent en collaboration avec d'autres services comme les soins intensifs, où précision et réactivité sont primordiales.

Malgré cette charge de travail, leur rémunération est insuffisante indique le SSP fribourgeois. Depuis 2009, Leur salaire n'a pas évolué, au contraire de leur charge de travail et leur activité: +307% au scanner; +228% à l'IRM; +80% en angiographie. Cela est particulièrement vrai dans les situations d'urgence, où les TRM sont sollicités à des horaires contraints et dans une pression constante. Cette sous-évaluation découle d'un système de financement hospitalier qui privilégie la rentabilité et la quantité d'actes. Les TRM ne sont pas seulement des exécutant·e·s, mais au cœur de la prise en charge des patient·e·s. Pourtant, leur travail est trop souvent réduit à une simple production d'actes.

Le financement de l'hôpital public suisse: Une logique de rentabilité

Le financement des hôpitaux publics suisses repose sur un modèle dual: financé à part plus ou moins égale entre des fonds publics et les remboursements des assurances maladie. Ce système coûte cher à l'Etat, aux patient·e·s et aux travailleur·se·s de santé. Les assurances, animées par une logique d'économie privée, privilégient les traitements standardisés et la multiplication des actes médicaux pour maximiser les remboursements. L'objectif est de rentabiliser, au détriment de la personnalisation des soins.

Ce système oublie les spécificités des patient·e·s, leurs symptômes individuels, les besoins indépendants de telle

ou telle maladie, et ne prend pas en compte les actes avant et après les soins (par exemple la recherche de la maladie et de l'approche pour la traiter, ainsi que la période de convalescence). Cette approche mécaniste engendre un soin de moindre qualité, où l'efficacité est privilégiée à l'humanité. Au-delà de la moralité, cela engendre également des coûts supplémentaires à l'Etat, car un·e patient·e soigné·e de cette manière a plus tendance à devoir retourner à l'hôpital, sa maladie n'ayant pas été soignée en totalité.

Les contradictions du système: Un cercle vicieux

Le financement actuel engendre un cercle vicieux: la pression sur les hôpitaux et les travailleur·se·s de santé augmente, tandis que la qualité des soins se dégrade. Ce phénomène est particulièrement visible dans le métier des

TRM, qui doivent suivre des protocoles stricts, loin des attentes des patient·e·s.

Au lieu de prendre le temps nécessaire pour des soins spécialisés, les TRM sont contraints de réaliser des actes standardisés, à travers de plus en plus de machines demandant un nombre croissant d'actions. La charge de travail est accrue dans des conditions difficiles, déshumanisant

les soins. L'aspect relationnel n'est pas quantifié. Cette pression constante est au cœur de la grève des TRM, car ces professionnel·le·s ne peuvent plus travailler dans de telles conditions sans que cela affecte leur bien-être et la qualité des soins.

Les assurances exigent la complexification et le contrôle croissant des soins. Elles ne fournissent cependant jamais de moyens supplémentaires, restant en rapport de force, menaçant de diminuer leur financement.

Un mouvement pour la santé publique

Pour rompre avec cette dynamique, il est crucial de repenser le financement des hôpitaux publics. Le modèle actuel, axé sur le quantitatif, doit être remplacé par un système valorisant la qualité des soins, la reconnaissance des soignant·e·s et l'investissement dans la prévention avant et après les soins.

La grève des TRM est l'indicateur des contradictions toujours grandissantes du système de santé suisse: entre technologie accrue et relationnel, entre financement public et privé et finalement entre patient·e·s, travailleur·euse·s et le capital. Une réforme est indispensable, et elle doit commencer par la reconnaissance du rôle essentiel des TRM et des travailleur·euses de la santé. La santé publique est la marque du progrès de nos sociétés, sa régression par les logiques privées met en lumière leur inefficacité à être à la hauteur de leur tâche. ■

Il est crucial
de repenser le
financement des
hôpitaux publics

GENÈVE

Bientôt une caisse d'assurance maladie publique à Genève?

Alexander Eniline

Lorsque, en 2019, l'initiative du Parti du Travail pour une caisse d'assurance maladie cantonale genevoise à but social fut mise en votation – elle fut rejetée, mais recueillit près de 45% des voix, le conseiller d'Etat PLR qu'était alors Pierre Maudet ne l'avait pas soutenue. Il reprit néanmoins l'idée, après avoir dû quitter le PLR à l'insu de son plein gré, et en fit une promesse de campagne, qui contribua à son retour au gouvernement sous les couleurs de son nouveau parti, Liberté et justice sociale.

Cette promesse de campagne pourrait voir enfin une concrétisation. Le Conseil d'Etat genevois a en effet publié le 22 janvier un rapport d'experts sur la faisabilité d'une caisse cantonale publique d'assurance maladie, qui devrait pouvoir proposer des primes de 20% inférieures à la moyenne actuelle (soit environ 540 francs par mois, avec deux modèles de franchise, à 300 et 2'500 francs). Ce serait la moindre des choses dans un canton où la prime moyenne, la plus élevée du pays, dépasse allègrement les 700 francs et où 36% de la population a besoin de subsides pour payer des primes de plus en plus étouffantes.

Réseau de soins intégré

Pour que cette nouvelle caisse publique soit viable, l'objectif est de convaincre de s'y affilier au moins 50'000 assurés, ainsi qu'au moins 1'000 acteurs médicaux qui formeraient un réseau de soins intégrés (auxquels devraient se joindre les HUG et l'Imad, aide à domicile). Celui-ci permettrait de faire baisser les coûts de la santé par une meilleure coordination entre ses membres dans la prise en charge des patients, par un accent mis sur la prévention, par le maintien à domicile autant que possible. Ce réseau de soins serait en outre financé par un système de capitation



Le projet devrait bénéficier d'un capital de départ et concerner au moins 50'000 assurés et 1'000 acteurs médicaux.

FRANCK SCHNEIDER

partielle (un forfait par assuré, modulé selon leur profil de risque), ce qui devrait permettre d'éviter les mauvais incitatifs induits par le système de paiement à l'acte, de limiter les actes médicaux inutiles ou redondants, et de réduire ainsi les coûts. L'Etat devrait mettre la main à la poche pour doter ce réseau d'un capital initial, afin que celui-ci parvienne à s'autofinancer d'ici trois à cinq ans. Si ce résultat ne devait pas s'avérer atteignable, il faudrait alors renflouer le réseau, ou bien arrêter l'expérience. Pour que ce réseau se révèle viable à terme, il faudrait toutefois qu'il s'étende à d'autres cantons. A noter que le Conseil d'Etat est réticent à créer une caisse publique proprement dite, et envisage de confier ce projet à une fondation de droit privé à but non-lucratif, voire à une caisse privée sur la base d'un appel d'offres.

A ce stade, il s'agit d'un projet. Dont la concrétisation nécessite encore

l'aval de l'OFSP, qui n'est pas acquis. S'il devait finalement se réaliser, il constituerait un soulagement pour beaucoup de Genevois; mais il faudrait veiller à ce que le financement par capitation et la chasse aux actes médicaux «inutiles» ne tournent au rationnement des soins, au détriment de la santé des patients. Il ne s'agirait toutefois que d'une réforme limitée – fatalement limitée par le droit fédéral – dont les lacunes mêmes pointent tout ce qu'il y a à changer dans le système de santé suisse, ne serait-ce que le socialement inacceptable principe de la prime par tête, indépendamment du revenu. Ce pourrait néanmoins être un premier coin enfoncé dans la LA-Mal et son cartel de caisses privées, un premier pas pour changer ce système, pour un système de santé entièrement public et social, fondé sur des impératifs de bien commun plutôt que sur une logique de marché. ■

Le POP présente 51 candidat.e.s au Grand Conseil de Neuchâtel

Le Parti Ouvrier et Populaire (POP) entend au moins maintenir ses huit mandats au Grand Conseil lors des élections cantonales du 23 mars. Forte de 51 candidat.e.s, la liste présente 41% de femmes et 40% de candidat.e.s (27% en 2021) travaillant dans le secteur secondaire et des soins.

Vivian Bologna

La grande majorité, plus de 70%, des candidat.e.s viennent des Montagnes neuchâteloises, en particulier de La Chaux-de-Fonds et du Locle. Mais sept candidats viennent du Littoral et cinq du Val-de-Travers. «Le POP a une liste plus féminine et plus ouvrière qu'en 2021», constate Julien Gressot, le président du parti. «Cela témoigne des efforts réalisés pour défendre les conditions de travail des travailleurs et travailleuses et de notre implication dans le monde syndical. Nous avons aussi travaillé pour élargir la représentativité de notre liste.»

Sept des huit député.e.s en poste se représentent, tout comme les deux suppléant.e.s. La liste présente des novices en politique mais aussi d'ancien.ne.s député.e.s et une kyrielle d'élue.e.s dans les conseils généraux.

Le maintien des huit mandats est l'objectif minimal. Un renforcement est possible, tant les thématiques chères aux populistes figurent au rang des priorités de la population. «Nous allons mener campagne sur les questions de dignité. Le nombre de personnes qui ne parviennent pas à boucler leurs fins de mois ne cesse d'augmenter», insiste Julien Gressot.

Cela passe ainsi par des salaires décents, permettant de vivre du produit de son travail. «Nous souhaitons le renforcement du salaire minimum et des CCT ainsi que le renforcement des contrôles des conditions de travail, notamment pour les apprenti.e.s», poursuit le président du parti cantonal. La dignité passe aussi par une indexation automatique des salaires et des rentes aux coûts de la vie, primes-maladies comprises; l'attribution automatique des prestations complémentaires.

Le POP tient mordicus à des services publics forts, proches des lieux de vie. Cela se traduit par un réseau de transports publics aux cadences améliorées et à des tarifs accessibles, voire gratuits pour les jeunes et les personnes au bénéfice de PC. «Nous souhaitons le maintien des offices postaux actuels et des antennes de l'administration accessibles dans toutes les agglomérations. Nous souhaitons

aussi l'augmentation des moyens alloués à l'école et un encadrement adapté aux élèves dans toutes les filières de formation», ajoute Julien Gressot. «Nous soutenons fermement la création d'une caisse maladie unique et publique avec des primes selon les capacités financières.»

Pour les élections au Conseil d'Etat, le POP participe à la Gauche Unie qui a lancé sa campagne le 18 janvier.

Il s'agissait d'un tournant historique d'une union de Gauche pour reconquérir la majorité au Conseil d'Etat et lancer une dynamique pour le Grand Conseil. Le début officiel de la campagne de la Gauche Unie a été célébré à la Maison du Peuple de La Chaux-de-Fonds en réunissant près de 300 personnes des trois partis et de leurs alliés.e.s. Les présidents du

Parti socialiste, des Vert.e.s et du POP, ainsi que les candidat.e.s au gouvernement ont rappelé combien la liste de gauche incarnait une véritable vision d'avenir, dont chaque composante apporte une force et une perspective complémentaire pour construire un canton plus progressiste.

Dans une ambiance festive, les cinq candidat.e.s de la liste Gauche Unie – Florence Nater et Frédéric Mairy (PS), Céline Vara et Christine Ammann-Tschopp (Verts) et la popiste Sarah Blum – se sont présenté.e.s aux militant.e.s.

Julien Gressot explique ce qui a poussé le POP à s'unir au PS et aux Vert.e.s pour cette élection: «Cette union se justifie à l'aune des enjeux sociaux majeurs actuels et du rassemblement autour d'un programme commun. Jour après jour, la paupérisation de la population s'accroît, l'urgence climatique s'amplifie, l'accès aux soins, les conditions de formation et aux services publics se péjorent, nécessitant des mesures politiques fortes sur lesquelles les forces progressistes sont prêtes à s'entendre. Si nous remportons les élections, il faudra tenir nos promesses, nos engagements respectifs et répondre aux attentes légitimes de la population. Sinon nous conforterons l'idée que la politique n'est plus capable de porter des projets d'émancipation, ni d'espoir d'amélioration au quotidien.» Le premier tour des élections est agendé au 3 mars. ■

La dignité passe aussi
par une indexation
automatique des
salaires et des rentes

Tout augmente, même le stress au travail

Le stress au travail est une composante importante de la pression effectuée sur les travailleurs. Une étude de la fédération syndicale Travail.Suisse revient sur l'augmentation de ce fléau et les différents facteurs explicatifs d'une telle hausse.

Kostia Jaboyedoff

Si l'enquête de Travail.Suisse illustre une chose, c'est la progression du stress chez les travailleurs et cela depuis un certain temps. Selon l'étude, 42,4% des travailleurs se considèrent souvent stressés par leur emploi. En comparant ces chiffres avec 2016, il y a une progression de 4,6 points. Ainsi, il apparaît clairement qu'en plus d'être élevé, le taux de travailleurs stressés par leur activité progresse.

Il est important de noter que ce taux avait atteint des sommets en 2021, lorsque 44% des employés se déclaraient souvent stressés. Evidemment, impossible de ne pas y voir l'impact de la pandémie et de l'instabilité qui s'en est suivie.

Des profils clairs

Plus intéressant encore, le profil par branches des travailleurs stressés. Si l'image du cadre supérieur stressé, accablé par les responsabilités vient vite en tête, les plus représentés dans le haut du classement sont les professions populaires. En effet, les emplois dans le commerce de détails, dans la santé ou encore les ouvriers industriels sont parmi les plus impactés. Dans ces branches, près de 50% des travailleurs déclarent se sentir souvent concernés par le stress.

Selon l'étude, la présence au travail en étant malade a aussi augmenté sur les dernières années. En effet c'est environ un tiers des travailleurs, tous secteurs confondus, qui déclarent se rendre régulièrement à leur emploi alors qu'ils sont malades. Cependant, de façon plus globale, c'est 65,2% des employés qui trouvent ces situations problématiques, et qui ressentent un malaise avec le présentisme.

Perspectives politiques

Alors quelles perspectives politiques ouvrent ces constats? Léonore Porchet, conseillère nationale verte et vice-présidente de Travail.Suisse, propose que la lutte contre le stress au travail devienne une «priorité politique absolue». Dans une intervention pour la fédération syndicale, elle préconise que les risques psychosociaux soient inscrits explicitement dans la Loi sur le travail, afin que les inspections du travail se concentrent particulièrement sur la santé psychologique des travailleurs. Une lutte louable, qu'il convient de saluer. Cependant, comme le montrent les



Le syndicat Travail.Suisse tire la sonnette d'alarme sur le stress professionnel.

D LAHOUD

professions en première position des secteurs les plus sujettes au stress, tout n'est pas affaire de psychologie. En effet, celui de la caissière, de l'infirmier ou encore de l'ouvrier d'usine n'est pas une cause de mauvaises conditions de travail, il en est la conséquence. C'est bien parce que ces professions sont en première ligne face à des actionnaires qui rabotent sur les moyens, ou à l'Etat appliquant sa logique néolibérale que le stress y émerge.

Une réponse pour baisser ce fléau ne peut que passer par une amélioration des conditions de travail. Poser une conséquence du capitalisme comme la «priorité politique absolue» semble bien futile et relève d'une perspective libérale des rapports qui parcourent le travail. En regardant le problème sous un angle psychologisant, on minimise la dimension collective et les causes matérielles qui conduisent à ces mal-être. Une analyse regrettable pour la vice-présidente d'un syndicat, alors que les conditions de travail vont en se dégradant et pèsent directement sur les classes populaires. ■



La Suisse, un modèle de démocratie?

La démocratie suisse est souvent présentée à l'étranger comme un modèle à suivre, le parangon indépassable de la participation citoyenne. Historien à l'université de Lausanne et auteur de «Mainmise sur l'Etat social. Mobilisation patronale et caisses de compensation en Suisse (1908-1960)», Pierre Eichenberger, relativise le mythe.

Entretien réalisé par Joël Depommier

La Suisse se targue de sa démocratie modèle. A raison?

PIERRE EICHENBERGER Je pense qu'il faut relativiser fortement. Il y a d'abord plusieurs éléments qui participent à une grosse déformation de l'expression politique. Seuls les citoyens suisses votent, ce qui exclut la participation des personnes étrangères. Dans un pays qui naturalise aussi peu, cela fait une grande partie de la classe ouvrière qui ne peut pas voter. De plus, il faut toujours rappeler l'introduction très tardive du vote des femmes en 1971 au niveau national, dans les années 1990 dans certains cantons. C'est extrêmement tard, et cela doit relativiser toute idée d'une Suisse particulièrement démocratique.

Les instruments de la démocratie semi-directe, soit le référendum et l'initiative populaire, sont certes des outils d'ouverture démocratique, mais on doit aussi rappeler qu'ils ont aussi un effet pervers. Les hommes ont par exemple très souvent refusé

l'introduction du droit de vote féminin dans des référendums... cet outil a priori très démocratique a donc souvent eu un effet très antidémocratique. De manière générale, les groupes avec de grandes capacités financières ont une force de frappe très importante et complètement disproportionnée dans cette arène, et parviennent mieux que les autres à se faire entendre grâce à ces instruments. Des économistes néolibéraux comme Wilhelm Röpke constataient d'ailleurs eux-mêmes, en s'en félicitant, un effet conservateur du système de démocratie semi-directe, permettant par exemple de limiter les dépenses de l'Etat ou de restreindre les politiques sociales, en instrumentalisant des sentiments fédéralistes ou xénophobes.

Jusqu'à l'année passée, il n'y avait pas de règle sur le financement des campagnes. Les patrons et la droite disposaient donc évidemment de moyens incomparablement supérieurs à ceux des forces progressistes. Ce déséquilibre de moyens peut expliquer

les revers dans les urnes de propositions progressistes de politique sociale ou en matière de réglementation du travail. Historiquement, une des organisations qui s'est le plus impliquée s'appelle la Société pour le développement de l'économie suisse (SDES), qui a fusionné en 2000 avec l'Union suisse du commerce et de l'industrie (USCI), appelée aussi Vorort, pour former l'actuelle Economiesuisse. La SDES a été créée pendant la Seconde Guerre mondiale pour financer des campagnes référendaires. Dans les années 70, son budget était plus important que celui de l'ensemble des partis fédéraux gouvernementaux, cantonaux et fédéraux, et elle n'hésitait pas à acheter des journalistes et à inonder la presse d'articles non-signés pour favoriser sa propagande pro-patronale et xénophobe. On peut aussi noter ici l'importance d'un système politique peu professionnalisé, organisé autour de la milice. Cela est souvent vu comme positif et démocratique. Mais là aussi, il faut noter que le système de la milice rend de fait les

politiciens très dépendants de l'argent, de postes futurs par exemple.

Pourriez-vous nous en dire plus sur ce fameux Vorort. Existait-il d'autres organisations?

Le Vorort, comité directeur de l'USCI, se met en place dès 1870, soit 40 ans avant même que les partis politiques ne se structurent vraiment au niveau national. Le Vorort avait un poids décisif dans la politique économique suisse: on parlait à son propos de 8e conseiller fédéral. Cette organisation faïtière avait comme volonté de représenter l'ensemble des secteurs de l'industrie et du commerce. On y trouve les chambres de commerce, les milieux de l'industrie du textile, des machines et du grand commerce d'exportation, auxquels s'ajoutera le secteur pharmaceutique une fois structuré. A côté de cette organisation est fondée, en 1879, l'Union suisse des arts et métiers (USAM), axé sur le petit commerce et les PME. En 1912, c'est au tour des banquiers privés de fonder leur association.

Ces milieux patronaux vont pourtant soutenir la création de l'AVS en 1948. Comment l'expliquer?

Le projet d'AVS représente pour une grande majorité de la droite et le patronat un moyen d'assurer à ce moment-là une sortie socio-politique contrôlée de la Seconde Guerre mondiale. Ces forces soutiennent l'idée car elles veulent éviter une deuxième Grève générale comme en 1918 et développer un modèle de construction politique nationale via les assurances sociales. Il faut aussi rappeler que cette mouture d'AVS est très minimale. Elle préserve aussi le système privé de prévoyance professionnelle des caisses de pension, qui s'est développé, pas à pas, depuis le XIX^e siècle, et qui servait de juteux business aux assureurs vie comme la Rentenanstalt (aujourd'hui Swiss Life).

L'AVS est un projet de cohésion sociale relativement redistributif, mais conçu de façon à limiter son impact sur les intérêts privés. Ce modèle allait moins loin que les propositions précédentes de la gauche, et, après avoir été amélioré pendant les années 50 et 60, l'ancrage du principe des trois piliers dans les années 70 a acté le fait

que l'AVS resterait minimale, un marchepied pour les affaires de la prévoyance professionnelle et les assureurs vie.

Outre le rôle du lobby patronal, le relatif conservatisme de la démocratie semi-directe suisse n'est-il pas lié à une mentalité propre aux Suisses, «petit pays au milieu de grandes puissances»?

Cela relève plutôt des constructions historiques. Avant la Première Guerre mondiale, on constate qu'il y avait autant, si ce n'est plus de grèves en Suisse que dans d'autres pays européens. Dans *Le Manifeste du parti communiste*, Engels et Marx prennent même fait et cause pour les Radicaux suisses de 1848! En ce temps-là, la Suisse est le seul pays démocratique d'Europe et un des plus progressistes. Au début du XX^e siècle, des changements s'opèrent. Les théories du darwinisme social se popularisent, l'anti-communisme prend racine, et les deux guerres mondiales, pendant lesquelles la Suisse parvient à rester neutre, font émerger l'image d'un exceptionnalisme helvétique, d'un *Sonderfall*, d'autant plus que la Suisse sort du dernier conflit en étant épargnée et extrêmement prospère au milieu d'une Europe en ruine.

La paysannerie suisse a été, et demeure encore sous certains aspects, une des plus protégée au monde

Cela nourrit peut-être un sentiment spécifique, qui va la faire échapper aux vagues de force communistes que l'on voit dans les autres pays européens. La Suisse reste en marge de ces mouvements progressistes et devient de fait une sorte de bastion conservateur. Le rôle du secret bancaire est ici important. Il contribue à donner à la Suisse cette place de parasite du capitalisme mondial et favorise la corruption généralisée par l'argent. Il y a un paradoxe à ce que l'argent sale

des dictateurs du monde entier, celui des trafics les plus abjects, ait été enterré sous les trottoirs si propres (c'est bien le cliché à propos de la Suisse) des quais genevois et de la Paradeplatz de Zurich. Ces facteurs économiques profonds et de longue durée (on parle de quelque chose qui dure pendant un siècle!) sont très importants, plus importants que les clichés culturels.

La démocratie suisse a-t-elle été ouverte dès le début? Et quid du vote paysan sur la durée?

Si le système a pu afficher des traits censitaires et dans certains cantons, des interdictions pour les personnes sans ressource, il devient assez ouvert dès 1848 avec une large démocratisation. Les paysans y sont inclus. Il est très important de comprendre comment les intérêts paysans d'un côté, ceux des industriels et des banquiers d'un autre, et enfin ceux des travailleurs, interagissent entre eux. Contrairement à ce qui s'est passé en Suède par exemple, il n'y a pas eu d'alliance entre le mouvement ouvrier et la paysannerie contre le capital en Suisse. Les masses paysannes ont soutenu les intérêts du capital dans les urnes, en réprimant des grèves, en s'opposant au développement de l'Etat social et en refusant la fiscalité progressive.

Pourquoi les paysans font-ils cela? Rien d'évident à cela. Ici encore, ce sont des raisons matérielles qu'il faut invoquer. Les paysans soutiennent le capital en contrepartie du soutien des industriels et des banquiers au protectionnisme agricole. La paysannerie suisse a été, et demeure encore sous certains aspects, une des plus protégée au monde. Les historiens appellent cela le bloc bourgeois-paysan, une alliance entre industrie, finance et organisations paysannes, scellée par des accords douaniers à la fin du XIX^e siècle. C'est un échange: les paysans n'ont pas l'argent, ils ont le nombre, ce qui était crucial pour la bourgeoisie dans une société démocratique. Cela aussi explique le conservatisme de la Suisse, et là encore, on est loin du mythe de la Suisse pays modèle. ■

Le mois prochain, Pierre Eichenberger reviendra sur la paix du travail suisse et l'instauration de CCT



Des pistes pour changer la Banque nationale suisse

La BNS existe depuis 1906, avec comme mission principale la stabilité des prix. Membre fondateur de l'Observatoire de la BNS, professeur émérite d'économie internationale au Graduate Institute de Genève, Charles Wypłosz, analyse le rôle de l'établissement et propose des modifications de son fonctionnement.

Joël Depommier

La BNS a pour mission de lutter contre l'inflation, mais pas de combattre le chômage. N'est-ce pas un manque?

CHARLES WYPŁOSZ Il faut tout d'abord rappeler que la BNS est une bureaucratie non élue et les politiques lui ont assigné un mandat strict et une mission particulière de lutte contre l'inflation. Une action contre le chômage ressortirait du politique et de choix démocratiques. Deuxième argument à prendre en compte: Si la politique monétaire peut avoir un effet temporaire sur le chômage à court terme, elle n'en a aucun sur le long terme et se paie d'inflation. Il est reconnu que lorsque le chômage augmente, cela ralentit l'inflation et qu'à l'inverse quand le chômage baisse, cela augmente l'inflation. Ce qui explique que les Banques centrales suivent l'évolution de la courbe du chômage, prodromes de l'évolution de l'inflation, mais aussi d'autres paramètres

importants comme le taux de change, les variations de la TVA.

De 2011 à 2015, la BNS avait décidé d'introduire un taux de change plancher, c'est-à-dire un taux de change minimum entre le franc suisse et l'euro. Quel bilan tirez-vous de ces dépenses en milliards?

Le franc joue le rôle de valeur-refuge quand il y a des troubles dans le monde et cela se produit de façon récurrente au gré de l'instabilité. Beaucoup d'argent entre alors et le franc s'apprécie fortement au détriment de l'industrie d'exportation. La BNS est chargée de limiter cette hausse pour en restreindre l'impact sur l'activité économique et l'emploi.

Outre cet aspect, l'on constate aussi que l'objectif de limitation de l'inflation de la BNS est plus bas que les autres banques centrales, qui visent 2% d'inflation contre une moyenne

de 1% en Suisse. Si les prix augmentent plus lentement, les biens suisses deviennent plus concurrentiels et cela conduit mécaniquement à une appréciation du franc. Depuis une trentaine d'années, du fait que la BNS vise une inflation très basse, le franc se trouve dans une appréciation constante, avec des pics récurrents de poussées de demande du franc. Ce qui conduit la BNS à essayer de limiter cette appréciation, mais pas de l'empêcher, car elle est inéluctable. La question est de savoir pourquoi la BNS vise un taux d'inflation plus bas que l'UE ou les Etats-Unis. C'est un choix politique qui peut être discuté.

Le taux plancher a été institué à un de ces moments où le franc s'appréciait malgré des interventions de la BNS sur le marché des changes. L'objectif était de décourager la spéculation qui s'auto-nourrissait. Cela a marché un temps, mais fin 2014 les afflux de capitaux

arrivant, l'ont forcée à des interventions encore plus importantes. La BNS a tiré les leçons de cet échec et a abandonné le taux plancher. Mais le franc s'est encore apprécié et la BNS a encore accru ses interventions.

Le bilan et l'utilité de cette lutte monétaire est-il bon?

Entre les prix et le taux de change, il y a un mécanisme d'équilibre. Le résultat de l'appréciation du franc fait que l'inflation baisse en Suisse, du fait que les produits importés deviennent moins chers. Et si les prix augmentent moins vite qu'à l'étranger, la compétitivité augmente et le taux de change s'apprécie pour ramener cette compétitivité à un taux normal. La BNS ne peut qu'essayer d'éviter des emballements.

Une démocratisation de la gouvernance de la banque doit-elle être envisagée?

L'indépendance des banques centrales par rapport aux politiques est largement admise. L'expérience historique montre que lorsque des gouvernements peuvent mettre la main sur cette institution pour financer leurs activités, cela débouche inéluctablement sur une inflation galopante. Mais il est aussi évident que l'actuelle gouvernance de la Banque nationale suisse est problématique. Sa direction est composée de trois personnes, dont deux ont fait toute leur carrière dans la BNS, la dernière au Trésor étatsunien. Face à des décisions économiques compliquées, il serait préférable que ce groupe de décision soit élargi, qu'il y ait plus de diversité. À l'arrivée, ils prendront peut-être les mêmes décisions, mais l'on aura la garantie qu'après débats contradictoires, tous les aspects de la question auront été analysés.

Il manque aussi un vrai contrôle politique de la BNS et de sa gouvernance. Comprenant une quinzaine de membres, le Conseil de banque ne peut pas se mêler légalement de politique monétaire selon la Loi sur la banque centrale.

On constate aussi une sorte de vénération injustifiée de la BNS de la part du gouvernement et du parlement. Comme sa politique monétaire est vue comme un succès, critiquer la

BNS, comme je le peux le faire, revient à se heurter à un mur d'incompréhension aussi bien de la part de la Commission de contrôle des finances qu'au parlement, où peu de partis sont armés pour soutenir un débat technique avec l'institution.

Les actionnaires de la BNS sont les cantons et les actionnaires privés. Peuvent-ils avoir de l'influence sur l'entreprise?

La loi sur la BNS fixe un montant symbolique de rendement pour les actionnaires. Ce n'est pas un bon investissement. De plus, si les Cantons ont un droit de vote, les petits actionnaires sont complètement passifs. La BNS est théoriquement entièrement entre les mains des Cantons, mais, en pratique, elle est en dialogue permanent avec le Département des finances.

L'essentiel est d'astreindre la BNS à un contrôle démocratique public et accepté issu d'une loi

Outre la gouvernance, avez-vous des pistes de changements de la politique économique de la BNS?

Du fait de sa politique d'intervention sur le marché des changes pour éviter que le franc ne s'apprécie trop fortement, la BNS est assise sur un portefeuille d'actifs, équivalent au PIB de la Suisse, malgré les pertes des années 2022 et 2023. Cet argent appartient au peuple suisse et elle redistribue trop peu ses bénéfices. Cette année, sa plus-value sera de 80 milliards et elle n'en redistribuera que 3 aux collectivités (Confédération et cantons). Aux États-Unis, la banque centrale reverse tous ses bénéfices au gouvernement toutes les semaines, quand il y a du profit. En Suisse, le Conseil de la banque pourrait impulser un tel changement, mais il n'ose pas aller à l'encontre des choix de la BNS, et cela fait mal.

Cette modicité de versements vous interpelle-elle alors qu'on entre dans

une phase de rigueur financière au niveau fédéral?

Il est évident qu'un accroissement de la redistribution de la part de la BNS permettrait au gouvernement de dépenser plus ou de réduire les impôts. Ce sont des choix politiques, et la BNS pourrait partager l'immense tas d'argent qu'elle possède.

D'autant plus que les pertes sont exceptionnelles pour cette banque?

Quand il boursicote, l'investisseur est soumis aux aléas de la conjoncture, avec de bonnes et mauvaises années pour ces placements. Comme l'objectif de la BNS n'est pas de faire des profits, mais de mener la politique monétaire, son mandat est constamment perturbé par ces va-et-vient de fortune, ce qui n'est pas sain. Si elle distribuait tout aux collectivités publiques, il n'y aurait pas le problème que son action soit polluée par ces soubresauts boursiers.

Des actionnaires de la BNS font pression pour qu'elle investisse de façon éthique et écologique. Qu'en pensez-vous?

C'est parce que la BNS a beaucoup d'actifs qu'il y a débats. La question de sa politique d'investissement se pose, mais ce n'est pas à la BNS de trancher, mais au politique. Le Département des finances pourrait faire voter une loi au parlement, exigeant une politique d'investissement hors des énergies polluantes ou militaires. C'est tout à fait possible et je ne suis pas contre. Mais comme personne ne le lui demande, la BNS fait ce qui l'intéresse, soit des bénéfices sur son portefeuille. On peut aussi imaginer que si la population ou des partis étaient motivés, ils pourraient faire pression sur le parlement et passer une loi allant dans le sens d'investissements plus verts. L'essentiel est d'astreindre la BNS à un contrôle démocratique public et accepté issu d'une loi plutôt que de lui adresser des demandes d'investissements tous azimuts selon la conjoncture. Ce n'est finalement pas à la BNS de mettre le pied dans le marais politique, mais aux autorités de fixer des choix politiques d'investissements dans les assurances sociales, l'éducation, etc. ■



Forum des riches face à la contestation citoyenne

Le Forum de Davos s'est tenu parallèlement à l'investiture de Trump à Washington. Les 6'700 kilomètres qui séparent la capitale américaine de la ville suisse ont marqué les différences conceptuelles entre un projet protectionniste et l'engagement du Forum en faveur du libre marché et de la mondialisation.

Sergio Ferrari, de Berne

Malgré la distance kilométrique et les nuances qui différencient les deux visions – thématiques d'un modèle hégémonique qu'elles partagent – Trump a été l'une des références de cette édition du Forum. Le jeudi 23, il est devenu la grande star du conclave avec un discours numérique dans lequel il a réitéré les grandes lignes de sa pensée hégémonique «America First», déjà anticipée dans

sa campagne électorale et lors de sa cérémonie d'investiture. Il a réitéré sa décision d'imposer de nouveaux droits de douane plus élevés sur les produits importés entrant aux Etats-Unis et a invité les entreprises non américaines à y installer leur production.

Cette 55^e édition du Forum économique mondial (WEF), qui s'est tenue du 20 au 24 janvier, a réuni plus de 2'500 représentants des secteurs économique, politique, scientifique

et culturel de 130 pays. Outre une soixantaine de chefs d'Etat et de gouvernement

L'intelligence artificielle

«La collaboration pour l'ère intelligente» était le thème central de Davos. Selon Klaus Schwab, directeur de l'événement, «les technologies convergentes transforment rapidement le monde, nous poussant vers un tournant» et marquant «une ère qui

va bien au-delà de la technologie... Il s'agit d'une révolution sociale, qui a le pouvoir d'élever l'humanité, ou même de la fracturer».

D'où les grandes questions qui ont traversé l'événement: comment assurer la collaboration à l'ère des technologies convergentes et de l'hyperintelligence; comment éviter la fragmentation et construire un avenir plus intelligent; l'action collective et le leadership responsable favoriseront-ils l'égalité, la durabilité et la collaboration, ou approfondiront-ils les divisions existantes?

Dans ce contexte, les conférences, panels et discussions se sont concentrés sur cinq domaines thématiques: Réimaginer la croissance en vue de construire des économies plus résilientes; Les industries à l'ère intelligente, c'est-à-dire comment les chefs d'entreprise capitalistes peuvent trouver un équilibre entre les objectifs à court terme et les impératifs à long terme dans la transformation de leurs industries.

Investir dans les personnes, ce qui signifie prendre en compte les changements géoéconomiques, la transition écologique et les avancées technologiques. Tous ces facteurs ont une incidence sur l'emploi, la répartition des richesses, les soins de santé et les services publics. Ce qui soulève une question supplémentaire: comment les secteurs public et privé peuvent-ils investir dans le développement du capital humain et dans des emplois de qualité qui contribuent au développement d'une société résiliente? Les deux autres blocs thématiques sont la sauvegarde de la planète et le rétablissement de la confiance. Tout cela, selon Davos, «dans un monde de plus en plus complexe et changeant, [où] les divisions sociales se sont aggravées, la géopolitique est multipolaire et les politiques s'orientent vers le protectionnisme».

Des manifestations, malgré la militarisation

Comme chaque année à cette époque, la ville alpine de Davos, située à 1560 mètres d'altitude et donc la plus haute d'Europe, s'est transformée en forteresse fortifiée. Ses organisateurs ont consacré quelque 10 millions de

dollars à la sécurité, un montant qui n'inclut pas le coût supplémentaire de l'importante mobilisation de plus de 4'000 militaires pour renforcer le dispositif défensif, y compris le contrôle spécial de l'espace aérien. Des dépenses payées directement par le budget militaire annuel de la Confédération, comme les années précédentes (quelque 26 millions de dollars en 2023 et près de 30 millions de dollars en 2024), avec des chiffres similaires pour le Forum 2025.

Toutefois, ce dispositif de sécurité n'a pas réussi à empêcher des manifestations citoyennes dans différentes régions de Suisse dès le week-end précédant le début du Forum. Le samedi 18 janvier, une manifestation de plusieurs centaines de personnes, principalement des jeunes, est descendue dans les rues de la capitale, Berne, pour protester contre la réunion de Davos. Utilisant le slogan sportif *Smash WEF* (*Smash Against the Forum*), ils ont appelé à «mettre fin au jeu des puissants et à une vie digne pour tous». Les manifestants ont affirmé que le WEF «est un symbole du capitalisme et de la crise climatique, des guerres, des crises économiques, de la discrimination et de l'oppression» et que, paradoxalement, à Davos «les participants [du Forum] discutent des crises qu'ils ont eux-mêmes provoquées».

Un jour plus tard, quelque 300 manifestants sont arrivés aux portes mêmes de la célèbre destination touristique des Alpes pour exiger la fin du Forum économique mondial. Les slogans inscrits sur les pancartes à l'encontre des protagonistes de l'événement étaient percutants: «Taisez-vous et payez des impôts», «Attaquez, attaquez, le Forum est une m....», «Taxez les riches», parmi beaucoup d'autres du même genre.

Dans le cadre de la protestation «anti-Davos», la formation d'une nouvelle alliance d'organisations de la société civile sous le nom #TaxTheSuperRich for people and planet a été annoncée mercredi 22. Dans une déclaration commune, les ONG Greenpeace, Oxfam, la Confédération syndicale mondiale et d'autres organisations actives dans la protection de l'environnement et des droits de l'homme, ont exigé que les individus

et les entreprises les plus riches de la planète paient des impôts pour limiter l'extrême richesse et renforcer la coopération internationale pour une fiscalité plus juste.¹

Quelques instants avant d'annoncer cette nouvelle alliance citoyenne, les militants écologistes de Greenpeace ont symboliquement confisqué plusieurs jets privés à l'aéroport Engadina de Samedan, à moins de 70 kilomètres de Davos. Quelques jours plus tôt, des militants avaient occupé l'héliport de Davos pour réclamer «une taxe équitable sur les plus riches afin de financer la protection de l'environnement et d'investir dans un avenir juste et durable pour l'humanité». Et le lundi de l'ouverture du Forum, d'autres activistes ont peint en vert le pavillon de l'Amazonie dans la rue principale de la ville hôte.

Toutes ces protestations s'appuient sur des arguments statistiques, comme le montre un rapport distribué le jour de l'ouverture du Forum. Pour la seule année 2024, la richesse des milliardaires a augmenté de 2'000 milliards de dollars, ce qui équivaut à environ 5,7 milliards de dollars par jour, et ce à un rythme trois fois plus rapide que l'année précédente. Pendant ce temps, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté n'a pratiquement pas changé depuis 1990. Selon le rapport *Takers, Not Makers*, qui vient d'être publié par Oxfam International en janvier, le nombre de milliardaires dans le monde est passé de 2'565 en 2023 à 2'769 en 2024. Leur richesse a augmenté au cours de la même période de 13'000 milliards de dollars à 15'000 milliards de dollars. Selon Oxfam, il s'agit de «la deuxième plus forte augmentation annuelle de la richesse des milliardaires depuis que l'on tient des registres». Pendant ce temps, la richesse des dix individus les plus riches du monde a augmenté en moyenne de près de 100 millions de dollars par jour.

Le paradoxe règne, la surprise est sans limite: même si ces milliardaires perdaient 99% de leur fortune du jour au lendemain, ils resteraient milliardaires. Quand l'illogisme devient système, même les Alpes paisibles appellent à la protestation. ■

¹ <https://taxthesuperrich.world/about>



Cessez-le-feu à Gaza, mais la paix est encore loin

Après plus d'une année de guerre génocidaire, un cessez-le-feu entre la résistance palestinienne et le gouvernement de Benjamin Netanyahu a enfin pu entrer en vigueur le 19 janvier. Il s'agit non seulement d'un répit plus que bienvenu pour la population de Gaza, mais aussi d'une victoire d'étape pour les Palestiniens.

Alexander Eniline

En effet, malgré 15 mois de génocide, l'armée sioniste n'a atteint aucun de ses objectifs et s'est heurtée au courage sans faille du peuple palestinien. Le gouvernement d'Israël prétendait anéantir le Hamas, et il a été obligé de négocier avec lui, retirer ses troupes de la bande de Gaza et devra, en échange de la libération des otages israéliens, relâcher plus de 1'900 prisonniers palestiniens (dont beaucoup sont eux-mêmes des otages, soit des

«prisonniers administratifs», détenus de façon arbitraire, sans aucune condamnation).

L'Etat israélien a pu agir en toute impunité bien que le monde entier ait pu y assister en direct, grâce à la complicité, le soutien actif même, de la plupart des pays occidentaux, dont, malheureusement la Confédération. Mais, partout dans le monde, les mobilisations contre ce génocide et en solidarité avec la Palestine ont été massives. Et qui n'ont pas été vaines:

jamais la prise de conscience n'aura aussi été généralisée sur le caractère colonialiste de l'Etat israélien et sur sa politique génocidaire, jamais le narratif sioniste n'aura été aussi largement discrédité.

Une situation qui reste dramatique à Gaza

Le cessez-le-feu n'est toutefois pas la paix. Gaza est réduite à un amas de décombres, ses infrastructures sont anéanties. L'armée israélienne

a rendu la région inhabitable pour les êtres humains. Beaucoup de personnes risquent encore de décéder, de leurs blessures, de maladie ou de faim. Si le Hamas a pu démonstrativement rétablir son administration dans cette région martyre, tout reste à faire pour la reconstruire.

Une situation rendue d'autant plus difficile que l'UNRWA aura l'interdiction d'opérer en territoire contrôlé par Israël dès le 30 janvier. Cette interdiction, promulguée par la Knesset sur la base d'accusations calomnieuses d'infiltration par le Hamas, ne vise à l'évidence qu'à «régler» le problème des réfugiés palestiniens en les privant de leur droit au retour, garanti par le droit international, et à accélérer le nettoyage ethnique. Le président de l'UNRWA, Philippe Lazarini, a promis que son agence continuera son travail à Gaza. Mais celui-ci sera grandement compliqué par l'interdiction israélienne. Or, actuellement, aucune organisation n'est en mesure de remplacer l'UNRWA dans sa mission vitale.

En Cisjordanie et au Liban, pas de cessez-le-feu effectif

Si les armes se sont tues, provisoirement du moins, à Gaza, ce n'est pas le cas en Cisjordanie. L'encre sur l'accord de cessez-le-feu n'étant pas encore sèche, l'armée israélienne s'est lancée dans une opération «antiterroriste», baptisée «Mur de fer», contre la résistance palestinienne dans le camp de réfugiés de Jénine, le bombardant sauvagement et faisant des dizaines de morts et de blessés.

Les armes ne se sont pas tues non plus au Liban, où Israël bafoue de façon éhontée le cessez-le-feu qu'il avait signé avec le Hezbollah. L'armée israélienne refuse de se retirer de la zone qu'elle occupe au sud du pays et n'hésite pas à tirer à vue, au nom de la «sécurité». Elle a ainsi assassiné 22 personnes: des civils qui voulaient simplement rentrer chez eux.

Administration Trump, un ennemi majeur du peuple palestinien

Le gouvernement Netanyahu, après avoir sciemment saboté les négociations pour un cessez-le-feu, a fini par signer un accord, dont la diplomatie qatarie a révélé qu'il était depuis presque

une année sur la table. Cette volte-face doit beaucoup aux pressions exercées par Donald Trump, qui voulait que la guerre s'arrête à Gaza avant son retour à la Maison Blanche. Ce fait souligne que Joe Biden aurait pu à n'importe quel moment d'un seul coup de fil mettre fin au génocide. Et qu'il ne l'a pas fait. C'est cela, son véritable héritage politique.

Il n'y aura pas de paix sans fin de la colonisation, sans retour des réfugiés et sans autodétermination des Palestiniens

Néanmoins, le retour de Trump est une très mauvaise nouvelle. Jamais il n'y eut administration plus sioniste à Washington. Si le nouveau président voulait que la phase «chaude» du génocide cesse, c'est pour reprendre là où il en était resté il y a 4 ans: relancer l'offensive diplomatique des «accords d'Abraham», soit la reconnaissance d'Israël par les Etats arabes, isolant d'autant plus la Palestine. Il a aussi levé les mesures dérisoires prises par l'administration sortante pour sanctionner quelques colons extrémistes – encourageant ainsi la poursuite de la colonisation illégale en Cisjordanie – et autorisé la livraison à Israël de bombes lourdes, que le gouvernement Netanyahu s'empressera certainement d'utiliser.

Le 47^e président des USA est même allé plus loin, qualifiant la Bande de Gaza de «site de démolition», et déclarant: «On parle d'environ 1,5 million de personnes, et on fait tout simplement le ménage là-dedans», soit expulser des Gazaouis vers «un autre endroit où ils pourraient peut-être vivre en paix pour une fois»; et a aussitôt demandé à la Jordanie et à l'Egypte de les accueillir. Or, une déportation d'une population hors de son pays ne constitue rien de moins qu'un nettoyage ethnique, un crime contre l'humanité.

L'Egypte et la Jordanie se sont empressés de rejeter ce projet scandaleux, et réaffirmé leur soutien au droit à l'autodétermination du peuple

palestinien. Un soutien peu sincère: la monarchie jordanienne et la dictature égyptienne sont des alliées des Etats-Unis, ainsi que d'Israël, même s'ils doivent se garder de trop heurter leur opinion publique, fermement pro-palestinienne.

La lutte sera encore longue

Naturellement, les propos de Trump n'ont manqué de plaire au gouvernement israélien, l'encourageant à aller plus loin dans ses intentions de parachever la Nakba (exode forcé du peuple palestinien en 1948). «Après des années de glorification du terrorisme, [les Palestiniens] pourront établir une nouvelle et belle vie ailleurs», a déclaré dans un communiqué le ministre des Finances Bezalel Smotrich, dont le parti d'extrême-droite Mafdal (parti du sionisme religieux) est incontournable pour que le gouvernement de Benjamin Netanyahu conserve une majorité à la Knesset. Ce même ministre avait déclaré en août 2024 qu'il serait «moral et justifié» d'affamer la population de Gaza.

Le Hamas a aussitôt déclaré que la résistance palestinienne empêcherait ce plan d'expulsion. Le combat sera difficile, et le gouvernement israélien, qui n'a nullement renoncé à ses intentions génocidaires, peut rompre le cessez-le-feu à tout moment et reprendre le massacre. «Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un choix: soit nous arrêtons de manière abrupte les activités de l'UNRWA et nous créons un vide, et on ajoute une couche supplémentaire à la souffrance du peuple palestinien, soit nous nous engageons réellement dans un processus politique où on bâtit la capacité d'une future administration palestinienne pour que l'UNRWA puisse enfin et finalement remettre ces activités», a déclaré Philippe Lazarini. On en est hélas très loin.

Il n'y aura pas de paix sans la fin de la colonisation, sans la fin du blocus contre la Bande de Gaza, sans la fin du régime d'apartheid, sans droit au retour des réfugié-e-s palestinien-ne-s, sans autodétermination pour la Palestine. Il importe, plus que jamais, de continuer les mobilisations de solidarité, jusqu'à la libération de la Palestine, de la mer au Jourdain. ■

Que veut nous imposer Trump?

Quelles sont les conséquences de la politique économique de Trump pour l'économie mondiale? Grace Blakeley, économiste britannique, autrice de *Vulture Capitalism* (2024), journaliste pour *Tribune* et animatrice du podcast *A World to Win* répond.

Paru dans revue belge *Lava*, adapté par la rédaction

Quel sera l'impact de la politique économique de Trump sur l'économie mondiale?

GRACE BLAKELEY Les Etats-Unis sont les gardiens du capitalisme mondial. Ce rôle ne consiste pas seulement à soutenir des interventions contre des régimes qui menacent la stabilité du système capitaliste mondial, mais aussi à étayer les institutions et les normes internationales qui forment l'architecture de l'économie mondiale, ainsi qu'à protéger et à promouvoir le dollar comme monnaie de réserve mondiale. Mais ce rôle pourrait être menacé.

Si les Etats-Unis sont en mesure d'afficher un double déficit, des comptes courants et budgétaires, c'est parce que tout le monde veut des dollars. Pourquoi? Parce que c'est la monnaie de réserve mondiale. Mais pour que le dollar joue ce rôle, il faut qu'il y ait un excédent de dollars au niveau international, ce qui signifie que les Etats-Unis doivent maintenir un déficit des comptes courants. Par conséquent, si Trump souhaite le réduire, il devra accepter de compromettre le rôle du dollar comme monnaie de réserve.

L'hégémonie des Etats-Unis pourrait être menacée?

A vrai dire, aucun de ces aspects de l'hégémonie étasunienne n'est réellement susceptible de changer avec Trump. Quels que soient ses efforts, il ne pourra pas éliminer le déficit commercial sans réduire drastiquement la demande d'importations des citoyens étasuniens, ce qui nuirait gravement à l'économie. Et même s'il parvenait à réduire substantiellement le déficit, la disparition du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale nécessiterait l'entrée en jeu d'une autre monnaie – or à l'heure actuelle, il n'est pas évident de savoir laquelle. La monnaie chinoise n'étant pas internationalisée, on ne peut pas s'attendre à ce qu'elle joue ce rôle. Et tant que le PCC contrôlera la politique monétaire, il est peu probable que cela change. L'UE, quant à elle, est malade. Plusieurs de ses principales économies sont en récession ou sur le point d'y entrer, et de graves crises politiques font rage. Le conflit avec la Russie et la crise énergétique qui en découle continuent de créer de graves tensions. La dynamique des mouvements d'extrême-droite qui souhaitent l'éclatement du bloc semble s'accélérer. Trump peut aggraver la crise économique avec

ses tarifs douaniers, mais l'UE est déjà confrontée aux nombreux problèmes qu'elle a elle-même créés.

Quel sera l'impact de la politique économique de Trump pour le capital et la classe travailleuse?

La politique économique de Trump repose sur le culte des marchés financiers. Tant que les profits des entreprises seront florissants et que le cours des actions augmentera, Trump pourra présenter son programme économique comme une réussite. Sa précédente série de réductions d'impôts a

constitué une aubaine pour les marchés boursiers. Les entreprises ont utilisé les réductions pour racheter des milliards de dollars de leurs propres actions et distribuer des dividendes considérables. Selon une étude, les réductions d'impôts ont profité trois fois plus aux 5% les plus riches qu'aux 60% les plus pauvres. L'effet de ruissellement promis ne s'est pas

concrétisé: les travailleurs qui gagnent moins de 114'000 dollars n'ont vu aucun changement dans leur revenu suite aux réductions d'impôts.

Trump pourrait détruire les politiques de Biden qui ont contribué à augmenter les salaires. Il a déjà dans son viseur le *National Labour Relations Board*, qui commençait à ralentir la chute vertigineuse du pouvoir de négociation des travailleurs en cours depuis les années 1980. Il y aura peu d'investissements productifs dans le secteur public et rien qui ne ressemble au plan de relance proposé par Biden durant la pandémie. La crise climatique provoquera cependant de nombreuses autres catastrophes, de petite ou moyenne ampleur, qui toucheront l'économie des Etats-Unis au cours des prochaines années. Et Trump laissera vraisemblablement les victimes se débrouiller seules.

Ses politiques tarifaires pourraient réimplanter une partie de la production aux Etats-Unis, mais il est peu probable que cela crée beaucoup d'emplois de qualité, car les industries relocalisées ont tendance à compenser les coûts de main-d'œuvre plus élevés par de l'automatisation. Et toute augmentation potentielle des salaires sera probablement compensée par la hausse des prix qui résultera des tarifs douaniers élevés sur les importations. Dans l'ensemble, les riches bénéficieront bien plus des politiques économiques de Trump que les travailleurs. ■

La politique
économique de Trump
repose sur le culte
des marchés financiers

Les sanctions contre Cuba tuent

Quelques jours après que Joe Biden – sous la pression – a retiré Cuba de la liste des «Etats sponsor du terrorisme», Donald Trump a remis l'île socialiste dans la liste dès le premier jour de son nouveau mandat. Ce qui a de graves conséquences pour le peuple cubain, surtout parmi les plus fragiles, comme les enfants malades.

Jonathan Lefèvre, paru dans *Solidaire*, adapté par la rédaction

«**D**epuis août, il a besoin d'une greffe. Il s'est préparé seul à la maison avec un traitement et aujourd'hui nous sommes ici à l'hôpital... Imaginez ce que je peux ressentir en tant que mère... Et merci pour tous ces dons qui font que les médecins sont capables de continuer le traitement.» Cette mère qui accompagne son fils souffrant d'un cancer ne sait pas si son enfant survivra. Et, si c'est le cas, ce sera grâce au dévouement et aux compétences du personnel des soins de santé, et pas au géant voisin américain qui fait tout pour étrangler l'île.

Chaque année, près de 400 enfants cubains doivent lutter contre le cancer. Seule la moitié d'entre eux est capable de vaincre la maladie. Alors que Cuba forme énormément de médecins et d'infirmières – qui vont aider des malades aux quatre coins du monde, y compris en Europe, depuis plus de 60 ans – l'Etat ne peut faire face aux conséquences des sanctions économiques décidées par les Etats-Unis dans ses propres hôpitaux. Cette décision de Trump va encore aggraver cette situation.

«Le cancer est devenu la principale cause de décès chez les enfants cubains âgés de 1 à 4 ans et la deuxième chez ceux âgés de 5 à 19 ans. En raison des sanctions économiques de Washington, les médicaments vitaux des grandes entreprises pharmaceutiques sont souvent inaccessibles. Pour de nombreux parents, ces restrictions rendent une bataille déjà très compliquée encore plus difficile à supporter», note le média américain *Break Through News*.

Une colonie devenue un projet socialiste unique

Pressé par l'opinion populaire internationale – et locale – l'ex-président Joe Biden a dû retirer Cuba de cette liste quelques jours avant son départ de la Maison blanche, mais Trump est revenu en arrière. «Son objectif est de continuer à renforcer la cruelle guerre économique contre Cuba dans un but de domination», a réagi le président cubain Miguel Díaz-Canel. Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a accusé Trump d'être «ivre d'arrogance: Sa détermination est d'accroître la punition et la guerre économique contre les familles cubaines. Cela causera du tort, mais cela ne brisera pas la ferme détermination de notre peuple. Nous allons gagner.»

Aux Etats-Unis aussi, le retour de Cuba sur la liste est contesté. Selon *People's Forum*, «il n'y a pas de faits crédibles



Depuis 1962, Cuba subit un blocus économique dévastateur.

CONNECT IMAGES

pour justifier le placement de Cuba sur cette liste arbitraire. Aux côtés du secrétaire d'Etat Marco Rubio, Trump établit clairement une relation avec l'Amérique latine qui privilégie les intérêts des milliardaires américains par rapport à l'autodétermination et à l'indépendance de ses peuples, en appliquant des sanctions et des blocus comme punition.» L'organisation basée à New-York conclut: «Nous continuerons à être solidaires de Cuba et à résister à l'agenda pro-milliardaires de Trump.»

Un blocus combattu par le monde (presque) entier

Ce retour en arrière vient s'ajouter à un blocus illégal en vigueur depuis 1962 décidé par les Etats-Unis qui empêche le développement du pays. «Pour la seule période de mars 2023 à février 2024, le ministère des Affaires étrangères cubain estime que le blocus a causé à Cuba des pertes matérielles évaluées à 5000 milliards de dollars, soit une augmentation de 189 millions de dollars par rapport à l'année précédente, avec des conséquences dévastatrices pour la population», expliquait *l'Humanité*.

Chaque année, à l'ONU, tous les pays votent une résolution pour lever complètement ce blocus, à l'exception des Etats-Unis et Israël s'y opposant encore en octobre dernier. La levée de ce blocus illégitime sauvera des vies. ■



Vers une nouvelle internationale réactionnaire

Le magnat de la finance et propriétaire du réseau social X, Elon Musk, passe à l'offensive en plongeant tête baissée dans le débat politique européen.

Sergio Ferrari

Celui qui se profile comme un pion puissant dans le futur gouvernement de Donald Trump n'a pas caché son ambition de devenir le principal protagoniste et, ces derniers jours, il a déplacé des pièces dans le jeu d'échecs international. Anticipant ainsi que, du confortable pouvoir républicain à la Maison Blanche, il pourrait devenir un promoteur actif de ce qui s'annonce comme une internationale d'extrême droite. Rien de moins qu'une «internationale réactionnaire», comme l'ont déjà définie de nombreux médias européens. La relation étroite de Musk avec la cheffe du gouvernement italien a facilité la rencontre début janvier de la dirigeante italienne avec le futur président Donald Trump. Cette

proximité dessine sans doute ce que sera l'axe idéologique américano-européen de cette nouvelle alliance internationale.

Les relations très étroites du président Javier Milei avec Musk et Meloni projettent le dirigeant argentin comme la «jambe» latino-américaine de cette construction conservatrice.

L'élément déclencheur

Le dernier week-end de décembre, Musk, milliardaire sud-africain naturalisé canadien et américain, a fait un commentaire dans le journal allemand *Welt am Sonntag* qui a eu l'effet d'une bombe politique en Allemagne. Selon M. Musk, le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) est «la dernière étincelle

d'espoir» pour l'Allemagne, qui, a-t-il fait remarquer, «est au bord de l'effondrement économique et culturel».

Ce commentaire a été publié parallèlement à celui de Jan Philipp Burgard, le nouveau rédacteur en chef du groupe *Welt*, qui a déclaré que «le diagnostic de Musk est correct, mais son approche thérapeutique, selon laquelle seule l'AfD peut sauver l'Allemagne, est fatalement erronée». M. Burgard a qualifié l'AfD de «danger pour nos valeurs et notre économie» et a rappelé que Björn Höcke, l'un des dirigeants de l'AfD, «avait été condamné à plusieurs reprises pour avoir utilisé un slogan nazi interdit».

Cette analyse a généré un malaise dans des secteurs importants de la classe politique allemande, en

campagne pour les élections anticipées du 23 février. Dans les sondages préliminaires, l'AfD, qui bénéficie du soutien de Musk aux Etats-Unis, apparaîtrait avec près de 20% des voix.

De manière opportuniste, les revendications que M. Musk cite dans sa tribune font également partie des manifestes électoraux de l'Union chrétienne-démocrate (CDU et CSU) et des libéraux du Parti démocrate libre (FDP): réductions d'impôts et déréglementation économique, contrôles plus stricts de l'immigration et réforme de la politique énergétique en faveur d'un retour à l'énergie nucléaire.

L'offensive européenne

Musk exprime aussi un intérêt particulier pour la politique britannique depuis que le parti travailliste social-démocrate a remporté les élections de juillet 2024. Au cours des six derniers mois, il s'est par exemple prononcé en faveur des conservateurs dans ce pays et a appelé à poursuivre Keir Starmer, le Premier ministre britannique, accusé par l'opposition d'avoir couvert l'exploitation sexuelle de nombreuses jeunes filles par des gangs d'immigrés dans plusieurs villes lorsqu'il était directeur des poursuites publiques.

Le sondage que Musk vient de lancer auprès de ses utilisateurs, avec la proposition que «l'Amérique devrait libérer le peuple britannique de sa domination tyrannique», témoigne de son audace. Actuellement, la Grande-Bretagne, qui a des affinités historiques avec les Etats-Unis, et l'Allemagne, colonne vertébrale de l'Union européenne, sont les cibles favorites des fléchettes lancées par le futur ministre américain.

Au cours de la première semaine de janvier, Starmer, Scholz, Emmanuel Macron et sont tous prononcés contre les déclarations de Musk, critiquant son soutien à l'extrême droite européenne et son ingérence dans la politique intérieure du continent.

Mais c'est peut-être le premier ministre espagnol Pedro Sánchez qui est allé le plus loin dans ses critiques. Mercredi 8 janvier, lors de la cérémonie d'ouverture du 50^e anniversaire de la disparition du dictateur Francisco Franco, il est passé à l'offensive. Au

musée Reina Sofía de Madrid, il a déclaré que «le fascisme que nous pensions avoir laissé derrière nous est aujourd'hui la troisième force en Europe. Et l'internationale de droite dirigée par l'homme le plus riche de la planète attaque ouvertement nos institutions, attise la haine et appelle à soutenir les héritiers du nazisme en Allemagne».

Un pouvoir très particulier

France Inter a récemment posé la question suivante: «Quel autre citoyen au monde a le pouvoir de susciter autant de réactions? Sa conclusion était que Musk n'est clairement pas un citoyen comme les autres: «Il est, à la fois, l'homme le plus riche du monde, à la tête d'entreprises emblématiques comme Tesla ou SpaceX; il s'est rapproché de Donald Trump, qui lui a confié la mission de réduire les dépenses fédérales et, surtout, il est le propriétaire du réseau social X, dont il a fait sa caisse de résonance personnelle et les causes qu'il défend».

La même analyse évoquait «l'alliance de choc» entre le magnat et le nouveau pouvoir américain: «Elon Musk ne parle pas au nom de Donald Trump, mais, pour l'instant, il est en phase avec lui. Il a adopté ses codes de communication et use et abuse de la puissance de sa plateforme X». Il a souligné que l'union de Musk et d'autres géants de la tech avec Donald Trump annonce le mariage entre les nouveaux maîtres du capitalisme américain et le promoteur de Make America Great Again [MAGA]. Et il a anticipé que cette formidable alliance impactera et influencera directement les alliés de l'Amérique, à commencer par les Européens.

Parmi eux, la Première ministre italienne Meloni, pratiquement le seul dirigeant des grandes nations européennes, qui a allègrement embrassé la ligne Trump-Musk. Meloni vient de qualifier Musk de «génie» et d'«innovateur extraordinaire».

Contre-offensive européenne

Contrairement à cette position, plusieurs parlementaires européens s'opposent aux négociations en cours entre le gouvernement italien et SpaceX pour l'utilisation de systèmes

de cryptage pour les communications gouvernementales via le réseau de satellites Starlink (propriété de la société SpaceX de Musk). Si ces négociations aboutissent, l'Italie pourrait devenir le premier pays de l'UE à opter pour un tel système, au détriment du projet IRIS2 de l'UE. Le gouvernement Meloni a nié qu'un contrat ait été conclu.

Une période de fortes turbulences dans la géopolitique internationale approche. Alors que Musk fait un saut transatlantique et s'approprie le débat politique interne européen, quelques jours après son investiture, Trump parle déjà de s'approprier le Groenland (territoire autonome dépendant du Danemark), de récupérer le canal de Panama et d'annexer le Canada.

Autant de projections audacieuses qui ont besoin de médias favorables pour créer un consensus dans le cadre d'un exercice simpliste de division du monde entre amis et ennemis. C'est précisément le rôle que le réseau X (comme de nombreux autres médias) joue déjà en tant qu'instrument de polarisation politique, comme le montre une étude publiée en novembre 2024 dans *Nature Communications*) par la City St. George's School of Science and Technology de l'université de Londres, avec le soutien de l'Alan Turing Institute.

Si cette étude reconnaît ses propres limites – elle ne porte que sur neuf pays et son analyse des 375 millions d'interactions sur X est limitée à une seule journée de septembre 2022 – elle permet néanmoins d'indiquer des tendances. Elle conclut que les messages toxiques influencent et limitent le dialogue démocratique dans les neuf pays étudiés en favorisant l'abus ou le détournement de contenus politiques.

Plus que jamais, le monde réel, présenté à sa manière par la communication dans les réseaux numériques – en grande partie construits par la nouvelle intelligence artificielle – contrôlés par les hommes les plus riches de la planète, devient le théâtre d'une polarisation politico-idéologique croissante, sans précédent depuis la fin de la guerre froide. Et il menace de s'enflammer dans de nouvelles guerres jusqu'à présent impensables. ■



La décontamination des PFAS, chantier titanesque

«Polluants éternels», les PFAS, molécules de synthèse per et polyfluoroalkylées d'usage courant, menacent la santé et l'environnement. L'UE et la Suisse commencent lentement à remédier aux risques, malgré le travail de lobbying de l'industrie.

Joël Depommier

«C'est à nous, consommateurs, qu'il incombe de soutenir l'interdiction progressive et ambitieuse des PFAS dans toute l'Europe. Mais comme l'UE est notoirement lente à réglementer, cette interdiction n'entrera pas vraiment en vigueur, avant au moins 2030», prévient Vicky Cann, chercheuse et activiste de l'Observatoire européen des multinationales (Corporate Europe Observatory, CEO) dans une interview¹. Des «dérogations» seraient d'ailleurs prévues jusqu'à ce que des

solutions de remplacement aux PFAS puissent être trouvées. «Entre-temps, les Etats membres peuvent agir beaucoup plus rapidement. Des mesures sont prises en France, au Danemark, aux Pays-Bas et dans d'autres pays pour lutter contre cette pollution, mais aussi pour mettre en place des interdictions sur des produits particuliers comme les vêtements imperméables ou d'autres domaines», continue-t-elle.

Viser cette interdiction d'usage en Europe ne sera pourtant pas un long

fleuve tranquille. Depuis trois ans, un consortium de journalistes issus de 16 pays, dont la Suisse, et regroupés dans le *Projet pollution éternelle*, est sur le pont. En 2023, il a dressé une carte de localisation de ces produits, soit 21'500 sites de contamination présumée, dont plus d'une cinquantaine en Suisse. En janvier 2025 et sur la base de 14'000 documents inédits issus de l'industrie, il a révélé les méthodes de lobbying, proche des techniques de celui du tabac, pour décourager toute entrave à cette production².

Parmi ces défenseurs des PFAS, on trouve Chemours (avec la marque Teflon), dérivée de la multinationale Du Pont et dont le siège européen est basé à Meyrin (GE). «L'entreprise participe à des réunions de haut niveau généralisées dans de nombreux départements de la Commission, et un recours intensif à des avocats et à des cabinets de conseil en lobbying pour mettre en œuvre son agenda», souligne CEO. A ses côtés figurent aussi 17 producteurs de PFAS, mais aussi des associations professionnelles des secteurs de la chimie et du plastique (CEFIC et Plastics Europe) et des représentants des industries des piles au lithium, des technologies médicales et des semi-conducteurs.

Dangers sanitaires

Ces PFAS, qui sont au nombre de plus de 10'000, ne sont pas anodins. Un des plus dangereux, l'acide perfluorooctanoïque (PFOA), considéré comme cancérogène par l'OMS, a été interdit dans l'UE depuis 2020. «Outre le cancer, les PFAS sont liées aux lésions hépatiques, aux perturbations hormonales. On pense qu'ils sont présents dans presque tous nos flux sanguins et en particulier dans les communautés proches des points chauds des PFAS. Ceux-ci peuvent être des usines chimiques où ces produits sont fabriqués ou utilisés, ou autour des sites militaires ou des aéroports, parce que ces produits sont également présents dans les mousses anti-incendies», souligne encore Vicky Cann.

Décontaminer les sites répertoriés ne sera pas une mince affaire. Le *Projet pollution éternelle* considère que celle-ci pourrait coûter 100 milliards d'euros par an durant 20 années. Pas une paille!

Au niveau local, certaines associations s'activent déjà. En Vénétie, région particulièrement exposée au PFAS et dans une zone où vivent environ 350'000 personnes, un procès est en voie de finalisation contre l'entreprise Mitenti, en faillite depuis 2018, sous l'impulsion des Mères contre les PFAS (Mamme no PFAS) suite à une pollution de la nappe phréatique, conduisant à une surmortalité. En France, l'association Notre affaire à tous-Lyon exige la limitation des

rejets de PFAS dans l'eau du Rhône à Pierre-Bénite par Arkema France.

Des chantiers en cours

Qu'en est-il de la Suisse? Pour l'heure, dans le sillage de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA)³, l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) a décidé en 2024 de fixer des valeurs maximales en PFAS pour certains aliments d'origine animale, applicables à quatre substances prioritaires (dont les PFOA) et à leur somme.

Pour l'eau potable, le service concerné prévoit en 2026 d'aligner l'Ordonnance concernée (OPBD) sur les normes européennes plus strictes.

En Europe, la décontamination pourrait coûter 100 milliards par an durant 20 ans selon le Projet Pollution éternelle

Des limites non-officialisées au cas par cas ont aussi été fixées dans l'Ordonnance sur les sites contaminés (Osites). Ce qui a permis de démontrer en 2024 que dans le canton de Genève au moins une douzaine de sites à Sorral, Dardagny, Plainpalais et Carouge, étaient au-dessus de la norme fédérale sur la base des révélations de la RTS et du *Temps*. La zone la plus fortement touchée étant Aire-la-Ville où la contamination des eaux souterraines dépasse 400 fois la norme.

«Actuellement, la législation suisse sur la protection des eaux et de l'environnement ainsi que les ordonnances correspondantes ne fournissent pas de directives légales claires et de valeurs d'appréciation pour les PFAS», relève l'Etat de Genève.

Une motion au niveau national déposée en 2022 par la députée valaisanne Marianne Maret (Le Centre) propose d'instaurer une base légale pour fixer des seuils dans les lois concernées comme l'Ordonnance sur le traitement des déchets (OLED). «C'est un premier pas très important qui permettra aux Cantons de mettre

en œuvre les exigences d'assainissement car sans détermination des valeurs limites il n'est pas possible, naturellement, de mettre en place des obligations», nous informe la députée.

«Ces valeurs offriront une sécurité juridique, une clarification de la situation», renchérissait Christiane Vermeille, la responsable de sites contaminés de l'Office fédéral de l'environnement, dans l'émission *A Bon entendeur*. Quant à l'interdiction des PFAS, elle précisait que le Suisse suivait ce qui se passait au niveau européen.

Ces valeurs fixées, il pourra être possible de cartographier exhaustivement et plus finement tous les sites contaminés. Certains Cantons comme celui de Genève ont pris les devants. Fin 2024, le Conseil d'Etat a soumis au Grand Conseil un projet de loi visant à établir un cadastre cantonal complet des sites endroits pollués, en réactualisant celui de 2004 sur les polluants normés de l'époque. Un crédit de 4,1 millions de francs est prévu. Objectif: aller vers un assainissement des sites sur la base du principe du pollueur-payeur.

Dans le Canton de Vaud, une «une stratégie cantonale est en cours d'élaboration selon le gouvernement», nous explique le député Sébastien Pedrol (PS), qui a interpellé l'exécutif sur le sujet en 2023.

«Le canton du Valais procède actuellement, en collaboration avec les communes, au recensement des sites potentiellement contaminés par des PFAS en lien avec l'utilisation des mousses extinctrices lors d'exercices de pompiers ou d'interventions. L'inscription puis l'évaluation des cas recensés s'effectuent dans le cadre de la gestion du cadastre cantonal des sites pollués mis en place il y a 20 ans», assure David Floess, chef de section des sites pollués, sols et déchets.

Neuchâtel ne nous a pas répondu. Tout montre que le fardeau de la décontamination est là pour durer très longtemps. Eternellement? ■

1 <https://corporateeurope.org/en/2025/01/corporate-fight-against-pfas-restriction>

2 <https://foreverpollution.eu/about/>

3 <https://www.efsa.europa.eu/fr/news/pfas-food-efsa-assesses-risks-and-sets-tolerable-intake>



Les défis de la lutte antiraciste

S'appuyant sur ses lectures décoloniales et son activisme politique, le jeune gradué en sciences politiques de l'Université Complutense de Madrid, Mamadou Yero Seydi Mballo, arrivé du Sénégal en Espagne à l'âge de 5 ans, explore les défis auxquels est confronté l'antiracisme dans une perspective qui place le discours collectif au centre.

Entretien réalisé par **Elena García**, paru dans El Salto, adapté par la rédaction

Durant votre parcours de vie et d'étude, qu'est-ce que représentait le racisme pour vous ?

MAMADOU YERO SEYDI MBALLO

Comme la plupart des gens, je pensais qu'il s'agissait de la discrimination occasionnelle dont une personne pouvait être victime en raison de sa race. Ce qui, après tant d'heures d'analyse et d'étude, me semble ridicule.

Qu'est-ce que le racisme ?

Je pense que la discrimination est le résultat du racisme, mais ce n'est pas le racisme lui-même. C'est-à-dire que le résultat du racisme se matérialise sous certains aspects et l'un d'entre eux est la discrimination, qui est presque toujours présente. Mais, dans son essence, celui-ci naît du processus

de racialisation qui commence à la fin du 15^e siècle et s'accroît à partir du 18^e siècle, dans cette période de colonialisme au cours de laquelle la figure de la personne noire ou indigène est construite comme une force excédentaire pour la reproduction du capital et qui finit par déterminer l'existence de toutes les populations non-blanches.

Ce surplus de capital non-blanc, en tant que force de travail, est présenté comme plus dispensable que la force prolétarienne du centre impérialiste, parce que la configuration des espaces nationaux limite leur capacité à se vendre et donc leur possibilité de survie dans les conditions du capital. L'essence du racisme réside, par conséquent, dans la manière dont les relations de production sont

établies, en particulier dans le cadre capitaliste.

Cet asservissement des personnes non blanches sous le capitalisme se poursuit-il aujourd'hui ?

Bien sûr qu'il continue ! Si ce n'était pas le cas, les luttes qui se déroulent au Sahel ou la situation à Madrid avec les frères et sœurs pêcheurs contraints d'émigrer à cause des plans d'ajustement structurel des années 1980 sur le continent africain, n'auraient aucun sens.

Cet assujettissement des non-blancs est obligé d'exister dans le cadre capitaliste parce que le racisme est précisément une des formes que le capitalisme possède pour accentuer la concurrence entre les prolétaires. Sa

fonction en tant qu'élément nécessaire du capital, entre autres, est la fragmentation constante de la classe productive et sa mise en concurrence. Le migrant lorsqu'il arrive ici, du fait de la structuration des rapports de production, est contraint d'entrer en concurrence avec le travailleur «national» pour pouvoir vendre sa force de travail, c'est-à-dire pour survivre. Ce qui unit les deux, la nécessité de travailler pour survivre, est aussi ce qui les divise, puisqu'ils doivent se livrer à une concurrence féroce.

Le racisme joue un rôle fondamental dans cette division. Le fait que les emplois les plus précaires et les plus pauvres soient occupés par des migrants qui sont prêts à les exercer, en acceptant de surcroît des conditions plus précaires en raison de leur besoin de survie, est une réalité autour de laquelle le marché est structuré. On ne peut en aucun cas dire que la responsabilité de la dévalorisation des conditions de travail incombe au migrant, contraint de travailler dans des conditions infrahumaines et pour un salaire de misère. C'est tout le contraire: la victime directe est le migrant qui fait ce travail pour survivre, mais le sujet affecté en général est le prolétariat, qui voit ses conditions de vie dévalorisées.

A ce propos, dans certaines manifestations, on entend beaucoup de chants: «Autochtone ou étranger, c'est la même classe ouvrière». Pensez-vous que cette phrase soit vraie?

Je pense que c'est vrai, mais il faut toujours la nuancer. Je suis en train de lire un livre de George Padmore (leader noir de Trinidad du panafricanisme au XX^e siècle, ndlr). Il dit que l'un des grands devoirs du prolétariat dans sa lutte de classe est de réconcilier les différentes factions de la classe ouvrière et l'une d'entre elles est la faction racialisée, qui est souvent présentée comme la plus appauvrie.

Si nous saisissons les rapports de production dans le cadre de l'analyse de la critique de l'économie politique, élaborée par Engels et Marx, nous comprenons qu'il existe une bourgeoisie et un prolétariat, bien que nous puissions parler d'une petite bourgeoisie et d'une grande bourgeoisie ou d'un prolétariat plus ou moins appauvri. Sur la base de

cette conception, et du fait que le capital est international, les rapports de production se reproduisent dans toutes les zones d'accumulation, y compris sur le continent africain. La classe ouvrière est donc la même. Quelle est la différence? Les formes qu'elle prend et le niveau de violence qu'elle reçoit.

Le racisme est précisément une des formes que le capitalisme a pour accentuer la concurrence entre prolétaires

Je pense que la clé est de comprendre que les personnes non blanches sont principalement matérialisées en tant que surplus de la force de travail du prolétariat dans son ensemble. Cela signifie qu'il est beaucoup plus facile pour le capital de se débarrasser d'elles. Leur mort par «nécropolitique» (terme inventé en 2003 par Achille Mbembe, qui se penche sur la manière dont le pouvoir politique et social est utilisé pour réguler la vie et la mort, ndlr) est beaucoup plus présente que dans la main-d'œuvre indigène et nationale. En ce sens, je pense que l'un des devoirs des différentes formes de classes prolétaires, nationales et migrantes est de trouver des moyens de réconcilier les ruptures qui se sont produites dans le passé, afin de lutter contre le capital et toutes ses formes de domination, le racisme, le chauvinisme et l'impérialisme.

Vous parlez de l'arrivée d'un cycle politique hostile, qu'entendez-vous par là?

Au niveau européen et mondial, nous constatons un régionalisme assez fort, lié à l'incapacité des puissances impérialistes à obtenir un taux de profit plus élevé dans leurs relations productives. Cela conduit à une augmentation du nationalisme et à un retour au discours sur les processus d'industrialisation qui, dans une certaine mesure, impliquent la relocalisation d'usines au sein des centres impérialistes. Tout cela, ajouté

à l'appareil idéologique de l'Etat, qui place l'origine de la décadence actuelle des sociétés occidentales dans certains processus migratoires en provenance du Sud global, parvient à générer un ennemi extérieur comme coupable de cette décadence.

Cet ennemi est souvent désigné à travers son caractère racial ou migratoire, ce qui se reflète dans la phrase que nous entendons selon laquelle les migrants viennent pour voler nos emplois, en d'autres termes, pour accroître la décadence des Etats.

Ce cycle politique est également très lié à l'ultra-droitisation d'une partie de la jeunesse blanche. Pourquoi pensez-vous qu'il y a un secteur de la jeunesse espagnole qui se rapproche tant de l'extrême-droite?

La montée de l'extrême-droite remet en question la capacité des partis sociaux-démocrates à représenter les intérêts du capital. Elle cherche à transformer l'insécurité économique dont souffrent les pays occidentaux en raison de la crise capitaliste en insécurité culturelle, augmentant ainsi les discours de sécurisation des frontières et les investissements dans les aspects militaires. Elle renforce ainsi les différents aspects vitaux qui composent une identité nationale, sous laquelle on cherche à regrouper les sujets «autochtones», parmi lesquels les jeunes.

La gauche socialiste gouvernementale est incapable de résoudre l'offensive économique du capital, la précarisation du travail et l'augmentation de grandes masses de personnes dépossédées et incapables de trouver un emploi.

Les jeunes voient leur niveau de vie se dégrader et, face au besoin de réponses, la nation apparaît comme une option tout à fait viable pour revenir à un passé prétendument glorieux, tant en termes économiques que culturels. Les migrants sont responsables de la paupérisation, les femmes veulent opprimer les hommes par un excès de droits... L'extrême-droite réaffirme ces réponses simples à partir d'un canal politique et, à partir de là, peut capitaliser sur tout ce mécontentement. ■

www.elsaltodiario.com/en-el-margen/nos-encontramos-un-ciclo-politico-ofensivo-nosotros-se-ira-acentuando-ano-ano

Droits et obligations des travailleuses et des travailleurs en cas de maladie

Paola Stanić

Le droit du travail protège, jusqu'à un certain point, les travailleuses et les travailleurs des conséquences de leur maladie. Pendant un certain temps, ils sont protégés contre le licenciement et continuent de recevoir leur salaire (ou une allocation pour perte de gain). En contrepartie, ils ont une obligation de fidélité et de diligence. Un bref tour d'horizon de quelques règles de base de droit privé.

Obligations des travailleurs et des travailleuses

Conformément aux dispositions de son contrat de travail, la travailleuse ou le travailleur doit assez rapidement prouver son incapacité de travail au moyen d'un certificat médical. Ce dernier doit indiquer l'ampleur et la durée de l'incapacité de travail, mais pas la nature de la maladie, cette information étant protégée par le secret médical. A certaines conditions, le travailleur ou la travailleuse doit aussi collaborer avec le médecin-conseil de l'entreprise et, le cas échéant, avec l'assurance-invalidité, dans le cadre de la détection précoce. Ces impératifs découlent de l'obligation générale de réduire le dommage et d'entreprendre tout ce qui est en son pouvoir pour favoriser sa guérison¹.

Obligations de l'employeuse ou de l'employeur

De manière générale, l'employeuse se doit de protéger la personnalité des travailleuses et des travailleurs (art. 328 du Code des obligations, CO). En particulier, elle ne peut pas exiger que ces derniers continuent d'exercer leur activité en cas d'incapacité totale de travailler (à certaines conditions, elle peut leur proposer une activité alternative, compatible avec leur état de santé²). Soulignons que le télétravail, c'est aussi du travail et que la possibilité de travailler à la maison ne représente pas une alternative au congé en cas d'incapacité totale due à la maladie.

Protection contre le licenciement et versement du salaire

En cas de maladie, les travailleuses et les travailleurs sont protégés contre le licenciement pendant un délai de protection de 30 à 180 jours, en fonction des années de service (art. 336 c CO).

L'entreprise doit aussi continuer à verser le salaire. A ce sujet, il faut distinguer deux cas de figure: si une assurance d'indemnités journalières existe, c'est elle qui va se substituer, pendant la durée de l'assurance, à l'employeuse. La plupart des assurances d'indemnités journalières prévoient le versement de 80% du salaire pendant 720 ou 730 jours durant une période de 900 jours. Lorsqu'aucune



Il n'existe pas d'assurance sociale contre les pertes de gain en cas de maladie, uniquement des caisses privées.

AUREMAR

assurance n'existe, l'entreprise est tenue de verser l'entier du salaire, mais pendant une période plus brève, en fonction des années de service².

Toujours pas d'assurance sociale couvrant la perte de gain en cas de maladie

L'inexistence d'une assurance sociale qui couvre la perte de gain en cas de maladie forme une grosse lacune dans notre système de sécurité sociale, qui prétérte tant les travailleuses et les travailleurs que les personnes indépendantes et les entreprises. Actuellement, comme la perte de gain ressort de l'assurance privée, les assureurs peuvent refuser d'assurer des entreprises ou des indépendants ou augmenter massivement les primes lorsqu'elles estiment que l'entreprise ou la travailleuse, le travailleur indépendant représente un «mauvais risque».

Pour être couvert par les assurances sociales, mieux vaut être accidenté que malade... ■

1 Sirius Kousandianos: *Krankgeschrieben – was nun?* 2024, p.18ss

2 Id., p.17ss

3 Voir par exemple https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Arbeit/Personenfreizugigkeit_Arbeitsbeziehungen/Arbeitsrecht/FAQ_zum_privaten_Arbeitsrecht/verhinderung-des-arbeitnehmers-an-der-arbeitsleistung.html, consulté le 23 janvier 2025.

Le communisme qui vient

Le sociologue Bernard Friot, auteur avec Bernard Vasseur du livre «Le communisme qui vient», était à Lausanne à l'invitation du syndicat Sud.

Johnston Bastidas, adapté par la rédaction.

Certains au sein de la gauche institutionnelle nous répètent jusqu'à la satiété que nous devons voter pour elle, et qu'une fois qu'elle sera majoritaire dans les espaces de pouvoir, nous devons rentrer chez nous et attendre qu'elle fasse tout pour nous émanciper. Mais, le constat c'est que lorsque la gauche arrive à gouverner dans certaines communes, elle affaiblit le statut du personnel des Centres sociaux régionaux (CSR), sans aucun scrupule. Que faire? «Il faut faire des réformes sans tomber dans le réformisme, il faut participer au système électoral mais sans que notre action politique se réduise à cela», est la première hypothèse de Friot & Vasseur. Il faut passer de la défensive à l'offensive et se battre pour la prise de souveraineté sur le travail. La tension de la lutte sociale vers la transformation de la société va au-delà du réformisme, le communisme vient par la prise du pouvoir citoyen sur le travail, car c'est le monopole sur le travail (production) qui permet à la bourgeoisie de prendre en otage la société. Les auteurs nous rappellent l'indifférence du travail capitaliste à l'utilité sociale, ce qui mène au désastre anthropologique de notre terre pour laquelle il n'existe pas de planète de rechange. Si le travail est maîtrisé par les travailleurs, la poursuite de la vie sur la planète est garantie.

Le «déjà-là» communiste

Dans cette lutte, nous ne devons pas attendre la prise du pouvoir pour agir, l'offensive est pour maintenant. Au niveau cantonal, deux chantiers importants sont liés aux problèmes des caisses de pension de la Ville de Lausanne et de la caisse cantonale (CPEV), toutes deux cibles de la convoitise bourgeoise. Il faut se mobiliser pour garder la primauté des prestations, soit le «déjà-là» communiste contre le modèle bourgeois de la primauté des cotisations comme cela a été le cas à Fribourg où la division syndicale a permis l'imposition de cette mouture.

Pour y arriver, il y a nécessité d'actualisation et de généralisation du modèle par la voie de convergences et de l'unité syndicale et politique. Pour ce faire, nous devons commencer par certains déplacements dans la lutte. En Suisse, il existe des entreprises, institutions ou services de l'Etat qui ne sont pas des lieux où l'on acquiert des droits, mais les lieux où on les exerce. Les travailleurs-citoyens munis des droits, deviennent les seuls décideurs en leur sein. La citoyenneté ne s'arrête pas à l'entrée de l'entreprise, ni



Bernard Friot défend la création de contre-pouvoir, prélude à l'autogestion dans le travail et le politique.

FRANÇOIS GRAF

se limite aux paiements des impôts ou à voter de temps en temps. Autonomie dans le travail et conquête de l'autogestion vis-à-vis de l'entreprise et de l'Etat sont nécessaires. La conquête du pouvoir et son dépérissement communiste par en bas se feront en accumulant de la puissance, donc du contre-pouvoir. Citons la lutte pour l'automaticité de droits aux prestations sociales et la postérieure création du Comité de Lutte pour l'Automaticité des prestations (CLAP) comme la semence d'un contre-pouvoir.

Des avant-gardes et d'autres démons

Dans ce processus, il n'y a pas une avant-garde éclairée qui doit conduire les autres, chaque citoyen doit s'y mettre. Individuellement et collectivement, la bonne citoyenneté se concrétise par l'exercice de la responsabilité sur la définition et la réalisation du travail afin de conquérir la démocratie sociale. La transformation sociale prend désormais la dimension d'un combat de portée générale, il s'agit d'une authentique émancipation de l'espèce humaine loin de la guerre ou de la folle concurrence de chacun contre tous, cela implique l'invention de rapports sociaux inédits fondés sur la mise en commun de réalités essentielles à la vie de chacun et au développement de tous/toutes. ■

«L'affaire Nevenka», une histoire de harcèlement

Le film de la réalisatrice Icíar Bollaín retrace l'histoire de Nevenka Fernández, présentée comme le premier #MeToo politique d'Espagne. Une jeune élue subit du harcèlement du maire avec le soutien des autres employés. Ce long métrage montre la difficulté d'obtenir justice pour les victimes d'harcèlement sexuel.

Jordan Willemin

En 1999, la jeune Nevenka Fernández est élue comme conseillère municipale pour le Parti populaire de Ponferrada, une petite ville de 60'000 habitants dans le nord-ouest de l'Espagne. Elle reçoit directement le soutien du maire Ismael Álvarez. Elu depuis 4 ans, il est présenté comme une personnalité populaire qui semble maîtriser les magouilles pour soutenir les notables et ainsi gagner en pouvoir. Finalement, il est le portrait d'un Patrick Balkany espagnol. Il la joue assez vieux jeu et n'hésite pas à draguer de manière insistante la conseillère municipale. Elle finit par succomber à son charme et par avoir une relation avec lui. Elle présente sa liaison comme consentante, mais le flirt du maire, fait de manière déplacée, pose déjà les bases de la toxicité de cette histoire. La situation commence vraiment à s'envenimer lorsqu'elle décide de rompre avec Ismael. N'acceptant pas qu'on lui dise non, il va lui faire vivre un véritable cauchemar. Cette affaire est intéressante car elle présente de nombreux enjeux différents autour du harcèlement.

Avant que Nevenka décide de s'opposer au maire en portant plainte, elle ressent beaucoup de culpabilité. Elle se voit comme une femme faible qui, en agissant différemment, aurait pu éviter cette tournure des événements. Elle va aussi questionner sa responsabilité et son sentiment de culpabilité freiner toute démarche de lutte. Par l'excellent jeu d'actrice de Mireia Oriol, on ressent l'emprisonnement que vit Nevenka et on voit comment toute femme



Le film «L'affaire Nevenka» est inspiré de faits réels.

DR

peut subir ces comportements. Ce n'est pas une question de force ou faiblesse.

Procès à risque

Le film retrace aussi le procès. Sur recommandation de son avocat, elle décide de médiatiser la plainte, afin que l'affaire ne soit pas classée sans suite. Comme ce fut souvent le cas lorsqu'on attaque un homme de pouvoir, Nevenka ne reçoit ni soutien médiatique, ni de la population.

Des manifestations en appui au maire s'organisent avec des propos violents envers la jeune femme. Dénoncer est difficile, même si la situation s'est un peu améliorée depuis les années 2000. Les institutions, en particulier la justice, continuent d'exercer une violence envers celles qu'elles sont censées protéger. Dans le film, l'avocat de la défense

accuse brutalement Nevenka de n'être tout simplement pas partie. Beaucoup de femmes préfèrent abandonner que de subir un procès qui peut donner raison à l'accusé. En Suisse, seul 8% des victimes d'agressions sexuelles portent plainte.

Malgré toutes ces difficultés, on ressent que Nevenka se reconstruit au moment où elle décide d'agir pour sa dignité. Ce film est finalement un appel à l'action et à ne pas tomber dans la résignation. Au final, le maire est condamné à une amende de 6'840 euros et à verser 12'000 euros de dommages et intérêts. Il démissionnera et arrêtera sa carrière politique jusqu'en 2011 avant de revenir avec un parti qu'il créera lui-même. Nevenka paiera le prix fort, ne trouvant pas de travail suite à cette affaire. Elle s'exilera en Irlande pour refaire sa vie. ■

De l'information à la chaîne

«**La fabrique des news – un reporter à la chaîne**» est un roman graphique qui parle du métier de journaliste, des étudiants qui rêvent de devenir de grands reporters de terrain, des futurs Albert Londres qui finissent coincés à faire des pages dans de grandes rédactions de presse écrite ou pour des télévisions d'infos en continu.

Christophe Grand

Guillaume, le protagoniste de ce livre va commencer sa carrière en montant des sujets pour la première matinale de France d'une chaîne d'info en continu nommée News TV. Les conditions de travail sont pour le moins peu enviables: écrire des sujets à la chaîne à un rythme effréné pour remplir des heures d'antennes, travailler entassés à plusieurs dans un bureau, se coucher à 21h pour se lever très tôt, bref une vie de zombie. Sans aborder, que la seule et unique chose qui compte vraiment pour ces chaînes d'info: ne penser qu'à l'audience. On scrute les polémiques sur twitter, puis on va chercher les réactions entre la gauche et la droite jusqu'à en venir au clash, on fait passer telle ou telle personnalité de gauche pour des droitards, on arrange les informations comme on veut et le tout sur une ligne politique plutôt réac.

Enfin le travail de terrain

Au bout de trois années à passer à faire du montage de petits sujets, Guillaume fait enfin du terrain. Tendre des micros à des politiques à la sortie de l'assemblée nationale, combler des heures d'antennes par des faits divers, des attaques terroristes, les intempéries météorologiques, et puis les fameux marronniers qui reviennent régulièrement et que toutes les chaînes abordent de la même manière comme les vacanciers, la rentrée scolaire, les chutes de neige, les manif, les grèves SNCF etc. Pour chaque sortie sur le terrain, il a des consignes très claires de ce que la rédaction veut comme images, souvent clichés voire polémiques, mais qui

font de l'audience. Par exemple, pour une manif on va lui demander d'interviewer un manifestant en colère, mais pas trop radical suivi d'un commerçant qui va râler du fait que la manif l'oblige à fermer son commerce. Un reportage sur la drogue dans un quartier chaud requiert l'interview d'un fumeur de crack qui reste compréhensible et celui d'un habitant en colère et très virulent etc... Guillaume s'en fout, il accepte n'importe quel sujet pour être bien vu des chefs et espérer gravir les échelons, pour un jour devenir un grand reporter.

Jusqu'au jour où... c'est le début des gilets jaunes, on lui demande d'aller filmer une manif, mais voilà que les journalistes ne sont plus les bienvenus, on les attaque, on les accuse d'être au service du pouvoir, on les insulte... les fameux *journalopes* comme ils les appellent. Il faut dire que News TV, c'est aussi la télé des éditorialistes réactionnaires au service de l'oligarchie, ceux qui donnent constamment dans le mépris de classe, ceux qui dès les débuts, n'ont parlé que de la violence des manifestations car pour eux les gilets jaunes ne sont rien d'autre que des casseurs...

Sans trop en dévoiler sur toute la fin de ce roman graphique, celui-ci porte un regard critique sur la profession de journaliste. Avec un certain humour et une autodérision, il nous donne à voir les coulisses d'une chaîne d'info en continu, la manière dont est construite l'actualité, les sujets qui remplissent du vide, les conditions de travail, son dysfonctionnement, les désillusions des jeunes journalistes... Les dessins de M. Lerouge mettent en lumière l'expérience



de Pierre Millet-Bellando, le scénariste de cette BD, qui pendant 10 ans a été journaliste de rédactions parisiennes dont une grande chaîne d'information en continu avant de devenir reporter indépendant pour différents médias. Un livre fort intéressant qui donne à réfléchir et questionner le rôle et le fonctionnement de ces télévisions d'information en continu. D'ailleurs, la quatrième de couverture pose en grand la question suivante: où est passé le quatrième pouvoir? ■

La fabrique des News – un reporter à la chaîne.
Aux éditions Steinkis 2024

Un monde à poinçonner

Après «Globalistes» (*Voix Populaire* n° 30), le chercheur canadien Quinn Slobodian poursuit son exploration des galaxies néo-libérales et libertariennes. Toujours en «historien des (mauvaises) idées», comme il se définit lui-même.

Sebastian Zelada

Ce vendredi 24 janvier, Javier Milei était présent à Kloten pour recevoir le «prix Röpke pour la société civile» de l'Institut libéral, un think tank suisse qui entendait par là récompenser son «rôle de pionnier international dans la lutte contre la démesure étatique»¹. Célébré en grande pompe par plusieurs centaines de personnes, le président argentin a notamment fait l'éloge du modèle fédéral helvétique et de la concurrence fiscale entre cantons qui en découle. Dans son logiciel libertarien, les politiques économiques telle que le niveau de taxation ne sont en effet pas grand-chose de plus que des produits parmi lesquels les citoyens-consommateurs et entreprises devraient pouvoir librement piocher en changeant à leur guise de domicile.

C'est au contact des petits camarades de pensée de cet intellectuel à la tronçonneuse que Quinn Slobodian est allé puiser la matière de son dernier livre, *Le capitalisme de l'apocalypse*, dont le titre original permet de mieux saisir les contours: *Crack-up capitalism*, ou capitalisme de l'éclatement, de la fragmentation. L'historien canadien place au centre de son récit les «zones», soit des espaces généralement strictement délimités sur lesquels la souveraineté classique des Etats ne s'applique pas. A travers une série d'exemples piochés à travers le monde, il nous invite à cesser de penser les dynamiques de l'économie internationale en termes purement binaires, entre ouverture globale des marchés sous l'égide des organisations internationales et repli souverainiste sur la nation. Du quartier financier de Canary Wharf à Honk Kong en passant par la principauté du Liechtenstein, il montre comment une série de penseurs et d'entrepreneurs se sont plutôt attelés à ronger la souveraineté des Etats en multipliant ces zones et les formes qu'elles peuvent prendre.

S'il revêt le plus souvent la fonction de terrains d'expérimentation de ces mêmes Etats pour y mener des politiques économiques différenciées, l'idéal libertarien de la zone se rapproche plus de la micronation servant de refuge au capital persécuté par les taxations. Soit la fameuse *start-up nation* dans son acception la plus pure, qui ne pense son rôle historique que comme championne des logiques de marché. Entre ces deux extrémités – la zone économique spéciale de Shenzhen d'un côté, le délire du libertarien qui demande l'indépendance pour son lopin de terre de l'autre – subsistent une série de dynamiques intermédiaires qui ont conduit, entre autres choses, à des tentatives d'enclavement au Honduras ou à faire des libertariens les idiots utiles du régime d'apartheid en Afrique du Sud.



La lecture amusée de ce qui ressemble beaucoup à des délires élitistes ne constitue pas le moindre des intérêts du livre de Slobodian. Le Canadien n'invite pourtant pas son lecteur à prendre ces zones à la légère. En effet, aussi farfelues puissent-elles paraître, elles n'en sont pas moins révélatrices d'une facette du néolibéralisme qu'il s'était déjà acharné à souligner dans son ouvrage précédent, à savoir sa profonde ambition de recalibrer les logiques étatiques selon les intérêts du capital plutôt que d'opposer frontalement ces derniers aux premières. ■

Quinn Slobodian, *Le capitalisme de l'apocalypse: ou le rêve d'un monde sans démocratie*, Seuil, 2025, 384 p.

1. Voir *Le Temps* du 25 janvier 2025

Lumières sur l'inceste

«Sagrada Familia» plonge au cœur du trauma de l'inceste et de ses répercussions transgénérationnelles. Avec poésie et douceur.

Bertrand Tappolet

Cette pièce chorale, écrite et mise en scène par Nathalie Lannuzel, abusée par son père dans son enfance, transcende le récit autobiographique pour interroger le lien entre l'intime et l'universel. Le titre évoque, à travers l'allusion à l'édifice inachevé de Gaudí, la fragilité des corps, la complexité des héritages familiaux, et l'espoir de reconstruire sur les ruines. La force de *Sagrada Familia*. Ou comment construire une cathédrale sur des marécages réside notamment dans son dispositif choral. Quatre voix – l'enfant, le corps, la femme, et l'être profond – s'entrelacent, incarnant les strates de l'identité fragmentée par le traumatisme. Ces voix anonymes, rappelant les expérimentations de l'écrivaine française Nathalie Sarraute, créent une polyphonie où le témoignage individuel devient collectif, nous plongeant dans une introspection fragmentée façon puzzle. Ce morcellement reflète la dissociation, ce mécanisme de survie qui «coupe l'enfant de son corps» pour préserver son esprit. L'écriture, attentive et poétique, reconstruit minutieusement les éclats d'une mémoire traumatique, tout en insufflant une vitalité poignante. «Cette nuit-là. Nuit dans la nuit de la nuit. Noir absolu. Englouti. Anéantissement», entend-on. La projection sur scène de phrases écrites lettre à lettre symbolise ce processus laborieux de mise en mots de l'indicible. Pour cette enquête sur soi, l'écrivaine témoigne de ce que l'inceste mine toute relation fille-père: «Bébé, mon père m'a changée, portée dans ses bras. Mais il accompagnait aussi l'ambiance incestueuse par un regard, un geste. Enfant, je sentais ses pensées, c'était déjà une agression. Celui qui me met en danger est le père. Qui devrait me protéger. J'ai dû investiguer et démêler cet amalgame entre danger et protection, voyant, par exemple, mon père appeler le médecin lorsque j'étais malade. Adulte, en présence d'un enfant, je me scrutais à la loupe. Si attentive au fait de ne pas rejouer une situation de domination, de mainmise ou de manipulation sur l'enfant», nous confie l'auteure.

Résilience

Au plateau, les faisceaux lumineux sculptent des espaces d'ombre et de révélation, tandis que la musique accompagne silences et ruptures. Chaque élément dialogue avec



Des voix pour dire l'inceste.

ANNIE CHEMLA

le texte, traduisant la tension entre le poids de l'oubli et la nécessité de dire. Les interprètes, par leur retenue, offrent des performances empreintes de gravité et d'humanité, rendant justice à l'émotion brute du texte. L'usage de métaphores – comme celle de la nourriture, «refuge et arme à double tranchant» – amplifie la portée universelle du propos. Ainsi, un repas familial devient le théâtre des tensions et des non-dits: «Au centre de la loi, la table familiale... où se durcit le ciment qui recouvre les cadavres qu'on se refille de génération en génération», avance la pièce. Nathalie Lannuzel s'inscrit dans une tradition littéraire explorant l'inceste, tout en adoptant une approche différente. Contrairement à Christine Angot (*L'Inceste*) ou Neige Sinno (*Triste Tigre*), elle privilégie la métaphore et l'émotion réflexive à la crudité des faits. Cette démarche cathartique invite à dépasser le statut de victime: «Dire est une révolution», proclame l'auteure, citant l'anthropologue Dorothee Dussy. La pièce ne se limite pas à l'exploration de la douleur individuelle. Elle interroge les structures sociales et familiales permettant la perpétuation de tels actes. En ce sens, *Sagrada Familia* devient un acte politique, un appel à briser l'omerta et à transformer un «héritage dysfonctionnel» en une force vitale.

Dans un contexte où l'inceste demeure un sujet largement tabou, l'œuvre fait écho à l'ampleur du phénomène. En Suisse, on estime que 20 à 30% des mineurs subissent une agression sexuelle avec contact physique, un chiffre sous-évaluant la réalité. La pièce questionne la capacité collective à reconnaître et à réparer les blessures invisibles. La scène devient alors «un espace d'écoute et de résistance» pour l'auteure, où le public est invité à participer à une catharsis collective. A travers une mise en scène sobre mais intense, *Sagrada Familia* transforme la douleur en une quête lumineuse de résilience. Son ambition? Transcender l'indicible pour reconstruire l'humanité. Comme le dit une voix de la pièce: «Tout. Je reprends tout. La beauté du monde et la terreur des hommes». ■

Sagrada Familia, Vidy, jusqu'au 14 février, Usine à Gaz, 13-14.03, Nyon

Eblouissante exposition à L'Hermitage

La Fondation lausannoise présente la riche collection du Petit Palais de Genève.

Pierre Jeanneret

L'Hermitage poursuit son périple à travers les grandes collections privées. Celle-ci a été constituée dès les années 1950 par Oscar Ghez (1905-1998), industriel d'origine juive tunisienne. Elle se démarque par son originalité, la curiosité de l'acheteur, et notamment sa grande ouverture aux femmes artistes, souvent méconnues ou oubliées. Il ne s'est pas contenté de noms célèbres, tels Manet ou Renoir, mais s'est intéressé à des «épigones» de grand talent. L'exposition offre donc de belles découvertes. Son affiche met l'eau à la bouche: c'est le fameux *Pont de l'Europe* de Gustave Caillebotte (1876), ouvrage en fer surmontant la fumée d'une locomotive entrant dans la gare Saint-Lazare, témoignant de l'intérêt des Impressionnistes pour la modernité. Le monde de la bourgeoisie est présent, avec Frédéric Bazille et son pendant féminin, Marie Bracquemond, qui excelle dans la peinture des robes vaporeuses en mousseline blanche. Les Néo-Impressionnistes et les Nabis sont superbement représentés, avec notamment Maximilien Luce, qui pratique le divisionnisme des couleurs. De cet artiste ouvert aux questions sociales, on remarquera *L'Acierie* (1895), alliant la grande beauté esthétique mais un peu démoniaque des fours et de leurs flammes à la dureté de la condition ouvrière pendant la révolution industrielle. De Maurice Denis, on appréciera les scènes familiales pleines de tendresse mais sans mièvrerie. Dans son *Nu couché au tapis rouge* (1909), Vallotton reste fidèle à sa vision très froide du corps féminin. Tout le contraire du Fauvisme, qui privilégie les couleurs violentes, comme dans *La Jeune Napolitaine* (1906) de Charles Camoin. L'ensemble d'artistes de l'«Ecole de Paris» réserve aussi de belles surprises. Jeanne Hébuterne est surtout connue pour avoir été le modèle et la compagne d'Amedeo Modigliani, et pour son destin tragique (enceinte de lui, elle se suicida peu après la mort de celui-ci). Mais savait-on qu'elle-même fut aussi une peintre de talent? Son *Autoportrait* de 1916 révèle par ailleurs la prédilection d'Oscar Ghez pour la figure humaine et le portrait, sans pourtant que les représentations



Affiche de l'exposition.

DR

de la nature soient absentes de sa collection. En cela très différente de Vallotton, Suzanne Valadon propose un tableau étrange et assez osé, *L'Avenir dévoilé* ou *La Tireuse de cartes* (1912), qui montre une cartomancienne devant une femme allongée nue, à la toison pubienne rousse flamboyante, reposant sur de belles étoffes.

Au sous-sol de L'Hermitage, une série de tableaux provenant souvent d'autodidactes, à la fois proches de l'Art brut, de «l'art naïf» et de l'imagerie populaire. Signalons *Les Chats sous l'ombre rouge* (1928) de Ferdinand Desnos, une scène assez fascinante, proche du Surréalisme. Et à nouveau d'étonnantes découvertes, tel le tableau *La Mort et la femme* (1917), de la Russe Marevna, montrant un soldat à tête de mort en uniforme et portant un pilon en guise de jambe, à côté d'une femme aux vêtements pimpants mais affublée d'un masque à gaz: une dénonciation évidente des horreurs de la Grande Guerre.

L'exposition, d'une extrême richesse, se termine par un abondant ensemble d'œuvres de Théophile-Alexandre Steinlen. On y retrouve tous les aspects de sa création: ses fameux chats, en partie liés au cabaret Le Chat Noir, mais aussi les préoccupations sociales de cet anarchiste qui a exalté le souvenir de la Commune de Paris. Et notre parcours se termine par l'immense *Apothéose des chats à Montmartre* (lieu de départ de l'insurrection parisienne), qui ressemble bien à une grande manifestation révolutionnaire! ■

«Trésors du Petit Palais de Genève», Fondation de l'Hermitage, Lausanne, jusqu'au 1^{er} juin 2025.

Pourquoi la gauche a-t-elle perdu l'hégémonie culturelle?

D'après la célèbre analyse de Gramsci, avant d'accéder au pouvoir, une force politique doit diriger la société en y installant son hégémonie culturelle.¹ Celle-ci, permettant seule la mise en place d'un nouveau type de société, fait que les conceptions et valeurs du groupe dirigeant obtiennent l'adhésion de la majorité.

Le souvenir des années 1960 et 1970 est celui d'une époque où la gauche avait conquis, ou était en voie de conquérir l'hégémonie culturelle en Occident. Jusque dans les régions périphériques, les librairies regorgeaient de livres de poche marxistes et anarchistes, les universités, les journaux les plus prestigieux, les radios et télévisions avaient en général un biais progressiste. Les artistes étaient nombreux à épouser les causes de la gauche sociale. En France, le Programme commun annonçait le passage démocratique de l'Hexagone au socialisme, alors qu'en Italie, le Compromis historique était en passe d'y établir le progressisme. Cela ne voulait bien sûr pas dire que la droite était désarmée, mais elle n'avait plus vraiment le beau rôle: les Américains bombardant le Vietnam, le culte de la libre entreprise et l'éloge des grandes fortunes n'avaient plus le vent en poupe.

Quarante ans plus tard, on a l'impression de se trouver sur une autre planète. Non que la gauche ait perdu toutes ses voix, loin de là. Une quantité de publications, notamment universitaires, continuent de critiquer avec force le capitalisme et l'impérialisme, et face à la crise environnementale il existe une écologie radicale. Mais incontestablement l'hégémonie culturelle a changé de camp. Ce qui fait aujourd'hui autorité, ce sont les grandes écoles vouées au business, et les intellectuels qu'on écoute sont les économistes libéraux et les apôtres des nouvelles technologies. Les grands journaux, les radios, les télévisions sont presque tous au service du système. Et ceux qui sont moins libéraux penchent souvent vers un conservatisme qui cultive des vues simplistes, étroites et lourdes de ressentiment. Les artistes se mobilisent de moins en moins, sauf pour les causes humanitaires, seule préoccupation sociale que le capitalisme encourage pour leur côté individualiste. Non, décidément, l'hégémonie culturelle est néolibérale, quand elle n'est pas populiste de droite avec des relents de fascisme.

S'il est essentiel qu'une conquête du pouvoir soit précédée de l'accession à l'hégémonie culturelle, la gauche peut-elle agir pour la retrouver? Sans s'abandonner au pessimisme, on peut douter que dans l'état actuel du monde, il soit possible de contrer les courants dominants à coups de livres et de journaux. Même en retrouvant assez de moyens financiers, il est peu probable que la gauche convaincrail. Il peut être intéressant de se demander pourquoi.

Incontestablement l'hégémonie culturelle a changé de camp

La lecture de Gramsci apporte ici aussi quelques éclairages. Il écrit: «Les intellectuels sont les «commis» du groupe dominant pour [obtenir] [...] l'accord «spontané» [...] de la population à l'orientation imprimée [...] par le groupe fondamental dominant, accord qui naît [...] du prestige qu'a le groupe dominant [...] du fait de sa fonction dans le monde de la production [...]». Ce passage indique le lien qui unit l'hégémonie culturelle, qui ne tombe pas du ciel, à une évolution correspondante de la société d'un point de vue socio-économique. Aucune hégémonie culturelle ne peut naître quand des intellectuels, fussent-ils bien intentionnés, ne sont pas l'écho d'évolutions concrètes.

Et en effet, dans les années 1960-1970, quand s'annonçait l'hégémonie culturelle de la gauche, le mouvement ouvrier se renforçait. Les conditions de travail s'amélioraient, la sécurité sociale et les services publics se développaient, les syndicats étaient puissants. Les partis de gauche, le plus souvent encore mus par un objectif de changement, étaient fréquemment associés au pouvoir. La gauche avait les moyens de contrôler les gouvernements et les grands patrons. Or, de nos jours, alors que la gauche a perdu son hégémonie culturelle, la situation matérielle a changé du tout au tout. En Occident, on a souvent fermé les mines et les usines, on a mis en place une économie de services, les pouvoirs publics se sont effacés en faveur des privés, le numérique bouleverse la production comme l'emploi. Les salariés se trouvent de plus en plus dispersés et divisés, certains précarisés, les syndicats sont affaiblis. Quand une certaine gauche est encore associée au pouvoir, elle se soumet au joug capitaliste.

Pour que la gauche retrouve l'hégémonie culturelle, il faut donc compter sur le développement d'un grand mouvement social à vocation majoritaire. Même si toutes les minorités opprimées doivent être défendues, il ne suffira pas à une vraie gauche de s'appuyer sur des minorités, à moins de les intégrer dans le mouvement d'ensemble. Et c'est à partir de ce grand mouvement, comme le dit Gramsci, qu'apparaîtront les intellectuels qui sauront diffuser la nouvelle culture qui l'emportera dans la société.

Quand il parle longuement de Machiavel, du *Risorgimento* ou du catholicisme, on peut avoir l'impression que Gramsci n'est qu'un historien qui s'éloigne du présent. En fait, sa riche pensée nous conduit hors des sentiers battus, et nous apporte une aide précieuse pour réfléchir à la complexité d'un monde qui reste à transformer.² ■

1) Gramsci emprunte la notion d'hégémonie à Plekhanov et à certains auteurs bolchéviks.

2) On peut lire des textes de Gramsci dans: *Cahiers de prison, Anthologie*, Introduction, choix d'extraits et notes inédites de Jean-Yves Frétygné, Editions Gallimard, 2021, coll. Folio-Essais.

Elon Musk et le vertige de la violence



Quentin Mouron
Ecrivain

Les milliardaires fascinent, hélas. Mais la faveur qu'ils connaissent auprès du grand public est variable, et connaît des éclipses. C'est qu'ils ne sauraient être définis seulement en termes économiques. Ils ne sont pas seulement des accumulateurs abstraits de capitaux, ils sont également des producteurs concrets de symboles. Cette hyper-symbolisation est rendue possible par l'importance qu'ils occupent dans la sphère publique, que ce soit par les titres de presse qu'ils achètent, les réseaux sociaux qu'ils possèdent; mais elle est aussi fonction de la faveur qu'en temps de crise nous accordons à la violence.

Exit Soros ou Bill Gates, les milliardaires de la bonne conscience humanitaire ne font plus rêver grand monde, et c'est sans doute tant mieux. Personne n'était dupe de leurs élans philanthropiques, et leurs fondations n'intéressaient que ceux qui espéraient un jour être invité à l'un de ces galas où l'élite financière se penche avec mansuétude sur le tiers-monde, et déclare que, décidément, tous ces gosses faméliques, cela nique l'appétit.

Il semble également que l'on soit revenu des milliardaires geeks, à l'élocution difficile, au sweat trop large et au pucelage perdu lors d'une partie de Donjon & Dragon. Certes, Mark Zuckerberg a décidé de se mettre au pas de l'ordre nouveau, en renonçant à filtrer les fausses informations et les «contenus haineux». Mais on s'accorde à penser que les geeks sont des gens louches, peu en accord avec l'idéal du surhomme aux valeurs familiales bien trempées, tel qu'il reflorissait un peu partout, que ce soit dans les urnes ou dans les posts LinkedIn des coaches de vie et des investisseurs en ligne.

La faveur se porte davantage sur des milliardaires tels que Jeff Bezos, Bernard Arnault ou Elon Musk, avec une préférence très nette pour le troisième. Ce triumvirat incarne à lui seul le mélange de légèreté et de cynisme, de tradition et de dérégulation qui sont autant de points cardinaux de leur rose des vents idéologique. Mais il ne faudrait pas conclure trop vite que l'adhésion est uniquement une question d'idées. Ce qui séduit, plus que les idées, c'est la force. Les violences contre les salariés, les outrances

verbales, les attaques contre les institutions, tout cela fonde leur prestige. Les «surhommes Temu» qui fleurissent aux quatre coins du globe, ivres de conservatisme, de masculinisme, pour ne rien dire de leur christianisme-panique – ou parfois judaïsme-panique, islamisme-panique – sont la caisse de résonance d'un Musk, d'un Jeff Bezos. Ce qu'ils louent en eux, ce ne sont pas seulement de prétendues qualités intellectuelles, ni même la ruse, mais bel et bien la brutalité désinhibée. Et c'est sans doute le propre d'une période de crise que de hisser la violence nue au pinacle des valeurs à chérir.

Cette dernière circonstance signe la vanité des tentatives de moralisation des milliardaires, l'inefficacité absolue des protestations vertueuses, ou du chapitrage sur

la nécessité de respecter les institutions et la démocratie. Musk n'a de goût ni pour la vertu, ni pour les institutions ni pour la démocratie. Il n'en a pas davantage pour l'art et la culture, qui était le vernis par excellence de la prédation jusqu'à la fin du XX^e siècle. Ses partisans sont exactement sur cette longueur d'onde: les seules institutions qu'ils reconnaissent sont celles qui les protègent et leur permettent de prospérer (police, armée, douanes, etc.). Leur morale est celle du plus fort. Leur démocratie est celle des passions, des emportements, des fièvres. Aussi, il est probable que la lutte ne puisse passer seulement par le débat d'idées, par les exhortations, par les appels à l'humanisme et à la raison. Spinoza le remarquait, dès le début de *l'Ethique*: «Un corps n'est pas borné par une pensée, ni une pensée par un corps.» C'est dire que face à des agencements de corps de plus en plus hostiles, de plus en plus solidement constitués, les mots d'ordre ou de désordre ne sauraient suffire. Non qu'il faille jouer la violence contre la violence. Mais plutôt qu'il faille s'efforcer de construire des contre-puissances aussi fédératrices, aussi séduisantes, que celles des nouveaux maîtres du monde. Et c'est peut-être cela qu'ont su faire les luttes anticoloniales de ce siècle, ou du précédent: constituer des puissances hors du contrôle de la morale et de l'université, et s'opposer pied-à-pied aux oppresseurs – et, parfois même, les renverser. ■

Musk n'a de goût ni
pour la vertu, ni pour
les institutions ni
pour la démocratie

КРЕСТЬЯНСТВУ
И НАРОДНОЙ
ИНТЕЛЛИГЕНЦИИ!



CONFÉRENCE-DÉBAT

**LE SOCIALISME QUE NOUS
VOULONS POUR LA SUISSE**

Samedi 15 février, à 14h00
Possibilité de venir dès 12h30 pour manger
Berne, Casa d'Italia, Bühlstrasse



1 2 3 4



PST-POP  

www.pst-pop.ch

Voix Populaire s'associe à la peine de sa famille
et de ses proches suite au décès de

Jacques Muller

Membre du Parti du Travail.

**VOIX
POPULAIRE**

Nous avons besoin de votre soutien

IBAN: CH90 0900 0000 1200 9325 6

Ne manquez aucun numéro de Voix Populaire !



Abonnez-vous !

85.- / an, normal
165.- / an, soutien

www.voixpopulaire.ch/abonnements